

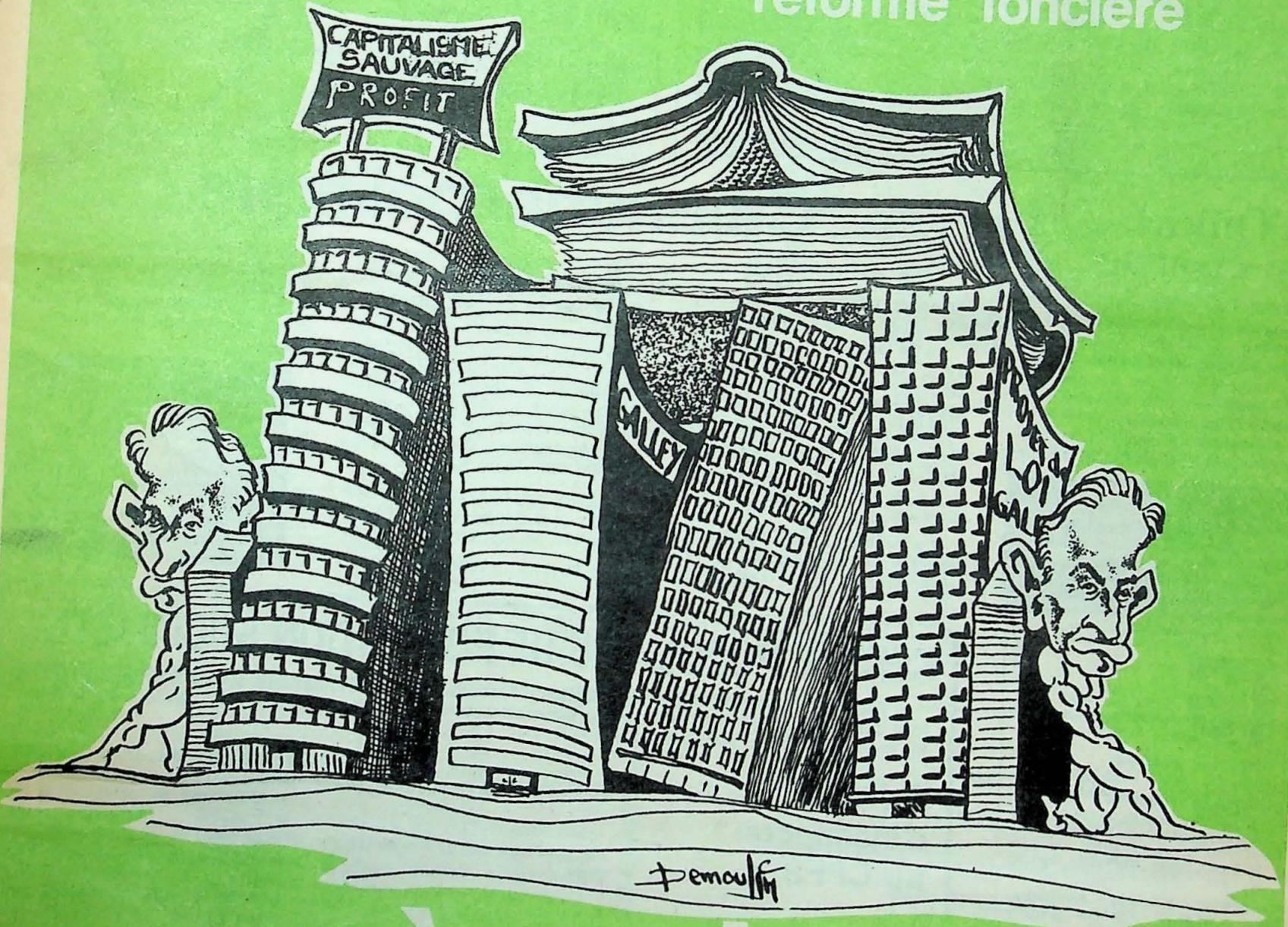
n° 673 du 11 au 18 octobre 1975 - 3,50 F
Hebdomadaire du parti socialiste unifié

tribune



socialiste

réforme foncière



à qui profite la loi ?

Sommaire

- BUDGET : la politique du pire p. 4
- LOI FONCIERE : la grande frousse p. 5
- MINILIP : le 25 octobre à Besançon p. 6
- IDEAL-STANDARD : le plan noir p. 6
- FOUGERES : l'heure de la répression p. 7
- JEUNES-EMPLOI : le courant est passé p. 7
- LA PETITE CAROTTE, LE GROS BATON p. 8-9
un article de Victor FAY
- ALSTHOM : le style Roux p. 10
- FOYER IMMIGRES : drôle de visite p. 10
- ESPAGNE - PORTUGAL :
la solidarité nécessaire p. 11
- PORTUGAL : le « moment militaire » de la
lutte de classe p. 12-13
les articles de P. BARBOZA et A. JOXE
- IRLANDE : le Vietnam des Anglais p. 14
- CINEMA : des fourmis et des hommes p. 15
- THEATRE : imprésario ou ministre ? p. 15

Pour préparer une formule nouvelle
TS A BESOIN DE VOTRE SOUTIEN

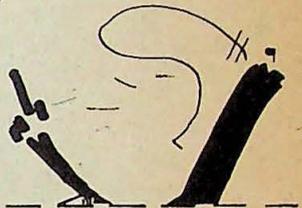
- Adressez votre soutien financier au
PSU « Soutien TS »
CCP 14 020 44 Paris

Nom :
Adresse :
Montant du don :

- et abonnez-vous à TS...

Un nom :
une adresse :
et un chèque de 100 F
(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F).

T.S. 9, rue Borromée - 75015
CCP PARIS 5.826.65



L'Officiel du chômage

Le n° 1 du « seul journal qui ne demande qu'à disparaître » vient de paraître : L'Officiel du chômage. C'est un mensuel et il coûte 2 F 50. Réclamez-le dans les kiosques. Si vous voulez le vendre à la criée, vous paierez chaque exemplaire 1 F 50 en le demandant au siège : 12, rue Lemerrier, 75017 - PARIS (387.12.85).

○ excuses

Erreur fatale, affreuse méprise ; la page 3 et la page 16 ont été inversées dans le TS de la semaine dernière. Les habitués auront rectifié d'eux-mêmes, mais les autres...

Calendrier politique

● MEETINGS PSU

Le 17 octobre, à Chambéry, avec Depaquit et Berthinier.

Le 24 octobre, à Saint-Dizier, avec Geneviève Petiot ; à Bourges, avec Michel Mousel, Maguy Guillien et Benoist.

Le 26 octobre : journée d'étude de la fédération des Charentes, avec Victor Leduc.

Le 30 octobre, à Clermont-Ferrand, avec Desmoulins.

Le meeting de Noisy-le-Sec est reporté au 7 novembre (avec Michel Mousel) et le meeting de

Saint-Denis est annulé en raison du débat à la Mutualité.

● OU VA LE PORTUGAL ?

Sur ce thème, les sections d'entreprises du 9e arrondissement (PTT, Banques, SNCF, Assurances, Santé et de quartier) organisent un débat le lundi 13 octobre, à partir de 17 h 30, salle des Agriculteurs, 8, rue d'Athènes (salle 105), Paris 9e.

● A LA MUTUALITE : FACE A LA CRISE, QUELLE ALTERNATIVE ?

A 20 h 30, le vendredi 17 octo-

bre, débat organisé par le PSU à la Mutualité, avec Rossana Rossanda, directrice du « Manifesto », Charles Piaget et Michel Mousel, secrétaires nationaux du PSU.

○ saccage

Nos camarades de l'agence Fotolib ont été envahis mercredi soir par des vandales armés de révolvers qui ont volé des photos d'objecteurs de conscience et brûlé une partie des archives. A notre avis, l'identité des agresseurs ne fait guère de doute. Quel sera l'avis de la police ?

Photos : AFP p. 4, 10 - Horace p. 5 - Weiss (Adja) p. 6 - Pol Gornek p. 7, 8, 9 Cohen (Agip) p. 14 - drp 15



HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Gilbert HERCET - Alain TLEMCEN

Comité de rédaction :

Victor FAY, Jean CEVENNES, André LAUDOUE, Maurice NAJMAN, Jean PATERMAT, Yves SPARFEL, Jacques THIBAUT, Jean VERGER, Corinne WELGER.

Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Cadet Photocomposition - 75009 Paris

Rédaction en chef :

Philippe MARIELLE

Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA

Maquette : Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX

Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMEE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE

Tous les cours seront édités en cassettes, pour l'usage des camarades de province, mais aussi pour tous ceux qui veulent pour eux-mêmes retravailler les sujets. Ces cassettes seront vendues à l'unité (27 F), mais aussi par abonnement (20 F).

Bulletin d'inscription au CPFS

Nom :
Prénom :
Adresse :

Je désire m'inscrire au cycle :
● Marxisme et philosophie :
● Analyse marxiste de l'économie.
● Histoire du mouvement ouvrier.
● Critique des pratiques sociales.

Renvoyer ce bon à CPFS - 9, rue Borromée - 75015 - PARIS.

Prix : un cycle, 25 F ; deux, 40 F ; trois : 50 F et quatre : 70 F.

Les chèques doivent être libellés à l'ordre de M. Pierre Garrigues.

Bulletin d'abonnement aux cassettes du CPFS

Nom :
Prénom :
Adresse :

Je désire m'abonner aux cassettes du cycle :

- Marxisme et philosophie
- Analyse marxiste de l'économie
- Histoire du mouvement ouvrier
- Critique des pratiques sociales

Chaque abonnement pour un cycle comporte douze cassettes livrées avec le plan des exposés et une bibliographie :

Prix : 1 cycle : 240 F ; 2 cycles : 450 F ; 3 cycles : 650 F ; 4 cycles : 830 F.

Renvoyer ce bulletin à CPFS, avec un chèque libellé à l'ordre de M. Pierre Garrigues.

A propos de la société libérale avancée

Le fond et la forme

La société libérale avancée de Giscard n'est pas qu'une question de style de gouvernement. En jouant sur l'ambiguïté du terme libéral, il y a une tentative consciente et délibérée de restructurer le capitalisme français en profitant de la crise.

▲ Giscard a conscience des retards que la France a dans ce domaine par rapport aux autres pays européens. Mais, justement, comme pour les pays européens et particulièrement ceux du nord de l'Europe, il veut rendre la société civile française conforme à son projet de restructuration économique, tout en évitant d'affronter de manière trop ouverte les secteurs arriérés du capitalisme. C'est dans cette limite, et dans cette limite seulement, que « les réformes » sont admises à condition de céder le moins possible. C'est ainsi que sur l'avortement il avait su tenir compte de faits accomplis, s'en servant pour esquisser le label libéral, l'image de marque dont veut se prévaloir l'action du pouvoir.

En ce qui concerne l'enseignement, en jouant à fond sur une démagogie d'arguments « technicistes et modernistes », Giscard, par l'intermédiaire de son ministre Haby, a clairement opté pour un système scolaire satisfaisant les projets du patronat. En revanche pour intervenir dans le domaine immobilier (voir TS p. 5) la chose s'avère plus difficile. Il s'agit là aussi de réformer dans un certain sens, et même dans un sens certain pour les promoteurs, tout en voulant laisser l'impression qu'on veut faire payer les « gros ».

Le branle-bas parlementaire provoqué par l'amendement Fanton, qui vise à instituer un impôt foncier (on sait très bien que l'UDR cédera une fois de plus), tend à imprimer dans les esprits le modèle d'un gouvernement se préoccupant au moins de la lutte contre le scandale de la spéculation foncière qui fait pourtant les beaux jours des tenants du pouvoir.

Mais brusquement, interviennent dans l'actualité des faits qui mettent à jour le fond de cette politique; le petit juge de Béthune, comme celui de « Z », en utilisant une répression qu'on a toujours l'habitude de voir servir la bourgeoisie au pouvoir, révèle le scandale des accidents du travail (voir l'article p. 16). Il faut rappeler que la détention préventive de M. Chapron, patron effectif des huileries et goudrons, etc. intervient alors que onze graves accidents du travail se sont produits depuis 1970, que quatre rapports motivés de l'Inspection du travail avaient attiré l'attention sur les conditions scandaleusement dangereuses qui étaient faites aux ouvriers de cette usine, sans parler du problème des sociétés intérimaires qui offrent sur le marché du travail un infirme à 67 %. Pour le juge Charette son comportement relève d'un acte militant. « Je crois que ma décision fera évoluer les choses en matière de sécurité du travail et de responsabilité du travail. »

Il est vrai que l'impunité dont jouissaient les patrons jusqu'à présent ne sera plus considérée dans l'abstrait depuis l'affaire Charette. Un grain de sable s'est glissé dans la machine judiciaire et en révèle finalement la nature. La contradiction entre la sécurité des travailleurs et les exigences du profit est portée sur la place publique.

On comprend la gêne du Parquet à l'annonce de plusieurs accidents graves qui se seraient produits dans la même entreprise postérieurement à la mort de Roland Guillaume.

Ainsi, un représentant d'une structure de pouvoir aussi capitale que la justice n'accepte plus le rôle qu'on veut lui faire jouer, celui de garde-chiourme d'un

système qui protège les puissants, tout en dissertant sur l'égalité des citoyens, leur droit et leur liberté. Les interventions du ministre de la Justice, les appels fanatiques de Minute contre les « juges rouges », les déclarations sans retenue de M. Foyer dénonçant la subversion de notre société, démontrent simplement et « calmement » que, sur le plateau de la balance, un patron pèse beaucoup plus qu'un ouvrier. En fait il y a là une manifestation de la crise idéologique que traverse notre société; plus précisément,

cela traduit les difficultés de la bourgeoisie à imposer des normes sociales conformes aux objectifs économiques qu'elle poursuit.

Devant une telle situation, les révolutionnaires ne doivent pas seulement s'inscrire en témoins, mais doivent, par des propositions concrètes, favoriser l'articulation du développement des luttes auxquelles n'échappe aucune sphère de notre société.

Alain TLEMEN



Ambiguïté

Dans un éditorial de l'Humanité (3 octobre 1975), Roland Leroy s'en prend au PSU qui aurait eu « une attitude plus qu'ambiguë à l'égard des groupes gauchistes » dans les manifestations récentes contre la répression franquiste. En fait d'ambiguïté et d'amalgame, puisque Roland Leroy emploie aussi ce terme, son article en donne un bel exemple. Le mot « gauchiste » dans le vocabulaire du PC est à usage multiple. Il sert à désigner aussi bien les partisans des actions minoritaires et des violences gratuites que les groupes révolutionnaires avec lesquels, par exemple, le parti communiste portugais ou le parti communiste espagnol passent à l'occasion des accords. Le PSU est lié, dans le comité Eva Forest, à un certain nombre d'organisations révolutionnaires françaises et espagnoles. Il a participé à toutes les manifestations antifranquistes avec le comité Eva Forest et toutes les fois où l'unité d'action a été possible, avec l'ensemble des forces antifascistes. Les écarts auxquels se sont livrés les membres du FRAP ont été critiqués au sein du comité Eva Forest, mais sans oublier que trois des leurs ont été fusillés par Franco. Ce sont des faits qu'il faut aussi rappeler sans ambiguïté. Quant au problème du gauchisme, il mérite un article de fond. Nous y reviendrons.

les blessures de Geneviève Leduc : un communiqué commun PC-PS-PSU

Les organisations PCF, PS, PSU expriment leur indignation devant l'agression commise par les forces de police sur la personne de Geneviève LEDUC, le vendredi 26 septembre, à l'angle de la rue Quentin-Bauchard et François 1er. Les circonstances de cette nouvelle violence policière permettent d'établir, sans contestation possible, la responsabilité de la police pour les graves blessures subies par notre camarade Geneviève Leduc, victime d'une grenade à tir tendu. Ces blessures ont été aggravées par l'intolérable refus de Police-Secours de l'évacuer (...)

Les graves incidents des Champs-Élysées mettent en évidence ce fait : après le silence honteux du gouvernement et du Président de la République face à l'odieuse répression fasciste en Espagne, Poniatowski, qui ne peut supporter la réprobation populaire des crimes franquistes, cherche à contrarier le mouvement de protestation. Pour cela, il encourage, pour le moins, les déprédations et violences, par une publicité faite aux actes de vandalisme de quelques uns (...)

Fédérations de Paris du PCF, PS, PSU
3 octobre 1975 ■

budget :
la poursuite de l'assainissement

La politique du pire

L'annonce du projet de budget pour 1976 confirme le jeu du gouvernement français dans la crise mondiale du capitalisme.

Il s'agit pour lui de mettre à profit la récession mondiale pour extirper les « faiblesses » de l'économie française : faible concentration de l'industrie, persistance de secteurs à peine « rentables », forte combativité de la classe ouvrière.

C'est l'« assainissement » de l'économie française qui est visé. Les lois de la concurrence intercapitaliste imposent la liquidation des entreprises peu rentables, l'accélération des concentrations industrielles, une politique générale de compression des coûts pour dégager les marges de profits nécessaires aux équipements colossaux dont ont besoin les firmes françaises pour rivaliser avec les trusts américains, allemands, japonais.

Il est dans la logique de cette politique de programmer le chômage, de liquider l'économie de régions entières, d'utiliser de façon intensive les recettes publiques pour l'aide aux grands trusts, de museler la combativité des travailleurs.

Bien entendu, le gouvernement n'annonce pas la couleur, il préfère parler de politique « anti-inflationniste ». Tant il est vrai que c'est la seule politique possible pour un pouvoir au service du capital.

Depuis le déclenchement de la récession mondiale dans le courant de l'année 1974, le gouvernement a tout d'abord laissé se dégrader à vive allure la croissance et la situation de l'emploi en France. Le nombre de chômeurs atteint 1 500 000, les travailleurs en activité subissent le chômage technique (le nombre de journées indemnisées pour chômage partiel était de 828 000 en 1973 ; il passe à 3 909 000 en 1974). La fermeture, ou le projet de fermeture, d'un grand nombre d'entreprises dans les secteurs les plus menacés (textiles, cuirs...), les licenciements massifs dans des branches stratégiques comme la sidérurgie sont le signe d'une nouvelle concentration des structures industrielles ainsi que d'une rationalisation du processus de travail dans les secteurs déjà concentrés. Cette rationalisation ne concerne pas d'ailleurs uniquement l'industrie ; elle pénètre largement le secteur tertiaire (banques, assu-

rances et même administrations).

L'assainissement est donc en bonne voie. Pourtant l'inflation demeure forte : 12 % de croissance pour l'indice officiel de prix de détail entre juillet 1974 et juillet 1975. Les bénéfices des sociétés sont au plus bas

deux ombres au tableau

Il était donc naturel que le patronat fasse pression sur le gouvernement pour obtenir des subsides. C'est là l'objet de ce qui a trompeusement été appelé plan de relance, annoncé ce mois par M. Fourcade. On connaît les mesures. Sur 30 milliards de francs de dépenses supplémentaires, une part dérisoire est consacrée au soutien de la consommation, 5 milliards ; le reste est distribué au patronat.

Sous couvert de lutte anti-inflationniste, c'est la poursuite de l'« assainissement » qui est annoncée avec le projet de budget pour 1976.

Les données sur la masse globale des dépenses publiées dans **Le Monde** du 27 septembre 1975 sont significatives (voir notre encadré)

Accroissement des dépenses budgétaires par rapport à la loi de finances précédentes			
1973	1974	1975	1976
10,99 %	15,9 %	initialement 13,8 % après « relance » 27,2 %	4,6 % par rapport à la loi de finances initiale 1975 13,03 %



Pour les deux années 1975-1976, le rythme moyen annuel de progression des dépenses est même inférieur à 1974 : le plan de relance 1975 était de la poudre aux yeux. Pour 1976, une progression de 4,6 % signifie de fait une réduction en termes réels, les prévisions officielles de hausse de prix étant de 7,6 % : il s'agit d'un véritable budget déflationniste. On se demande si le gouvernement ne joue pas réellement la politique du pire étant donné le nombre de chômeurs déjà atteint. D'autant que pour les recettes fiscales on reconduit purement et simplement la politique antérieure : aucune baisse des taux de TVA, par exemple, qui donnerait un coup de frein au laminage du pouvoir d'achat populaire.

les gadgets du pilotage à vue

Et dans le détail ? Si certaines dépenses à caractère social (équipements sanitaires, logements sociaux, pensions aux personnes âgées, etc.) augmentent légèrement plus vite que les années précédentes, elles ne représentent qu'un mince rattrapage par rapport au retard accumulé. Cela rend dérisoires les propos de M. Fourcade sur la nouvelle croissance. Pour les recettes, les quelques « recettes de poche » supplémentaires sur le tabac, l'alcool, les films pornographiques relèvent des expédients habituels.

Quant à l'autorisation (que le gouvernement demandera au Parlement) de modifier le taux et la date du paiement des acomptes d'impôts, elle relève des gadgets du « pilotage à vue ».

Pourtant, le gouvernement a l'audace de présenter des prévi-

sions pour 1976 affichant 4,7 % de croissance de la production, alors que le recul est de 2,5 % en 1975. Le public commence à être habitué aux prévisions lénifiantes minimisant constamment les risques d'inflation ou de chômage. Comment peut-on y croire ? Les plans, d'une ampleur bien plus forte, adoptés par les Etats-Unis et la RFA et qui, eux, visaient la consommation populaire par les déductions fiscales, ont donné des résultats minimes, voire nuls.

les bases de l'assainissement

Le plus probable, c'est l'approfondissement de la récession en France. Evidemment l'inflation pourra peut-être être ralentie, mais à quelle condition ? Sans doute plus de deux millions de chômeurs et, pour ceux qui travaillent encore, un laminage du pouvoir d'achat, telles sont les bases d'un « assainissement » de l'industrie française, telles sont les conséquences de la politique de classe giscardienne.

Sa logique ? Elle ne peut qu'organiser le chômage, tant que le marasme persiste au niveau des échanges extérieurs. Or la synchronisation des économies capitalistes est telle — les deux principaux pays moteurs USA et RFA n'ayant pas réussi réellement à ranimer la croissance — que l'on peut tabler sur une longue période de crise.

Voilà pour le ballon d'oxygène aux capitalistes, afin qu'ils puissent passer avec moins de douleur ce mauvais cap. Pour les travailleurs, c'est l'approfondissement de l'austérité.

Geneviève BRISSEGE ■



La grande frousse

On pense tout de suite à la loi sur l'avortement : modérée, partielle, restrictive, prudente, plus satisfaisante sur le principe (l'apparence du progrès) que sur les moyens (presque inexistants). Et pour-

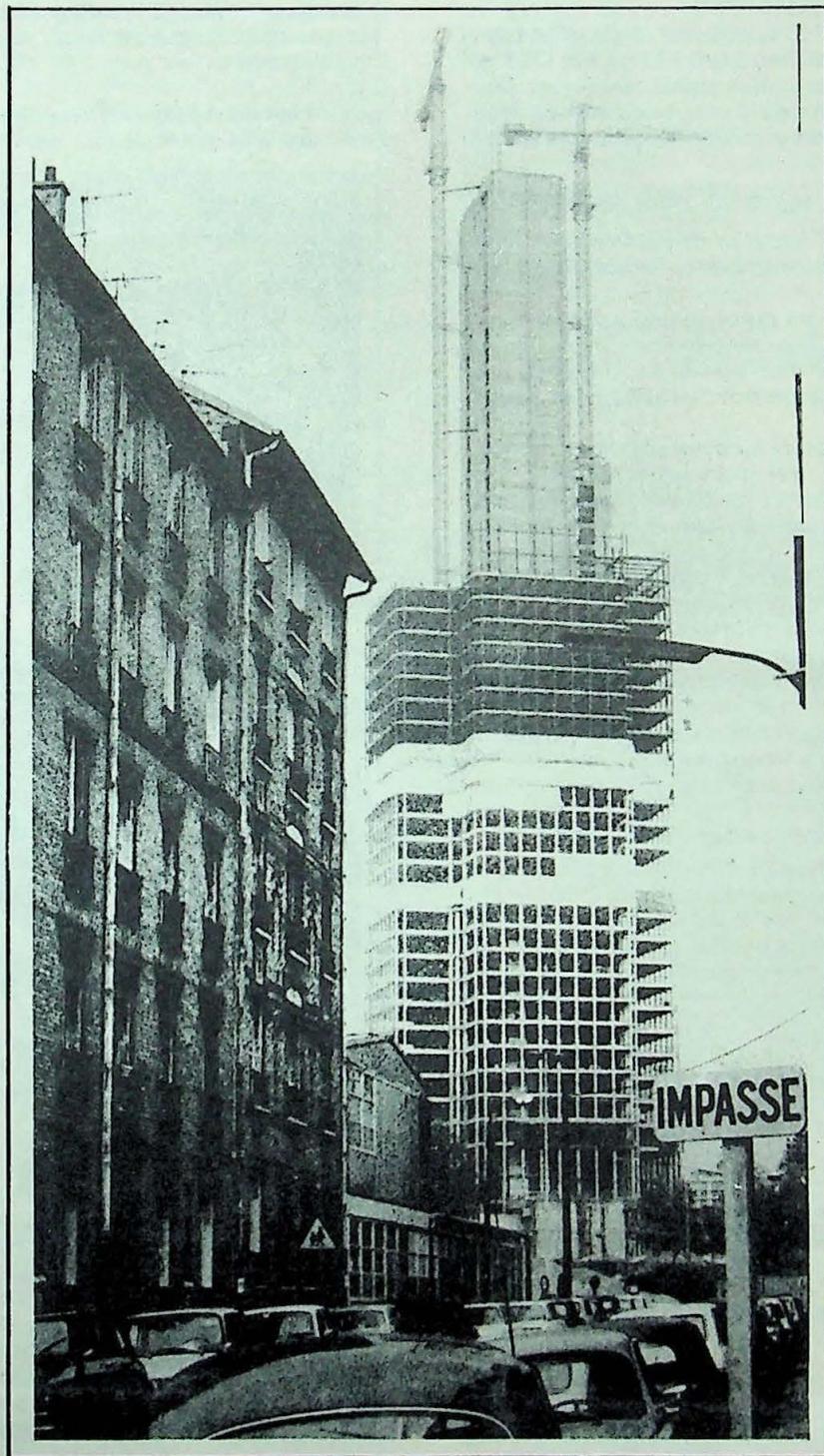
tant, une levée de boucliers ; les hauts cris de la droite, du clergé, de l'Ordre des médecins, etc. La loi foncière, que le Parlement a entrepris de discuter la semaine dernière, lui ressemble comme une sœur...

Le projet n'est pas plus tôt déposé sur le bureau de l'Assemblée que déjà les amendements s'abattent à la volée : cinq cents en tout ! L'exposé des motifs est à peine connu que tout l'establishment — des milieux capitalistes à la masse des petits propriétaires et boutiquiers — se mobilise et tonne contre une loi qui menace le sacro-saint droit de propriété. le tout est orchestré par les grands moyens d'information qui « s'engagent » délibérément, et font vibrer la corde morale et humanitaire, comme ils l'ont fait à propos de l'avortement ou du sort de Françoise Claustre. Le ministre Galley, auteur du projet de loi, a beau plaider que son texte au contraire vise à « **défendre le droit de propriété contre la menace de municipalisation des sols** », une sourde appréhension parcourt la France des profondeurs, ces « **quatorze millions de propriétaires** » que les radios réveillent et appellent à la rescousse. Et leur émotion, feinte ou spontanée, présumée ou réelle, en dit long sur le « retard » mental de la société française. Dans la plupart des autres pays, le droit de propriété n'est plus cette anti-

pour si peu...

En fait, il n'y a pas dans le projet Galley de quoi fouetter un promoteur, et encore moins de quoi inquiéter les petits commerçants ou les propriétaires de quelques dizaines de mètres carrés. La loi prévoit pour l'essentiel qu'un plafond légal de densité sera désormais fixé pour les centres des grandes villes, au-delà duquel — sauf exception — le constructeur devra payer aux communes des sommes équivalentes à la « surdensité ». Les dites communes — c'est la seconde innovation — pourront, avec les sommes ainsi dégagées, exercer dans toute transaction importante sur les terrains au centre des villes de plus de 30 000 habitants un droit de préemption, avec priorité d'achat par la commune au prix du marché.

Ce n'est pas la révolution. Ce n'est pas la guerre ouverte aux promoteurs et à leurs bénéficiaires ; c'est même une aspirine sur une maladie de cheval. Et la spéculation ne va pas mourir pour si peu : afin d'attirer le maximum de fonds, les communes accepte-



ront des densités élevées ; il ne faut donc pas s'attendre à un désengorgement des centres, ni à la baisse des prix des terrains ou des locations. On ne guérit pas ; on prend au contraire le risque d'aggraver une situation déjà tendue. Seconde limitation : de nombreuses exceptions sont prévues à cette réglementation qui complique encore la législation sur la construction. On peut compter sur le « copinage » qui marque trop souvent les rapports des notables élus et des promo-

teurs ou entrepreneurs, dans beaucoup de villes, pour orienter les choix dans un sens qui n'écorche pas trop les intérêts les plus solides.

les reins solides

Deux indices renforcent cette conviction : malgré la mobilisation apeurée de la vieille droite et son concert de vociférations au

Parlement, les grands spéculateurs — banques, sociétés immobilières — se taisent ; c'est le signe qu'elles ne se sentent pas directement menacées dans leurs œuvres. Il eût été surprenant d'ailleurs que Giscard d'Estaing, qui attache un grand prix à cette « réforme de structure », veuille pour autant couper les ailes à un secteur économique parfaitement représentatif du capitalisme modèle « société libérale avancée ». Par ailleurs, de nombreux secteurs « modérés » trouvent le projet bien timoré : le député UDR Fanton, qui a défendu un amendement instituant un impôt foncier (de nature à alimenter réellement les fonds communaux) ; un consortium d'associations de défense de la nature, animé par Philippe Saint-Marc, qui ne voit pas trace dans ce projet des espaces verts dont il rêve, les unions HLM enfin qui se bornent à signaler que cette réforme va surtout pénaliser le logement neuf et en augmenter les coûts.

Bref, tout continue. Deux Français sur trois dans les villes. Mais des « cœurs » congestionnés, bloqués, où le prix des terrains atteint des hauteurs vertigineuses... Seuls les bourgeois et les sociétés ont les reins assez solides pour tenir le coup : les autres sont repoussés dans les banlieues, de plus en plus loin, et paient chaque jour en heures perdues et en frais de transport ce que les cadres et les rentiers peuvent verser en argent. La ségrégation sociale suit son cours, merci.

Ph.M. ■

Dossiers formation

- N° 5 Les stratégies du Mouvement Ouvrier
- N° 6 Vie, animation et structures du PSU
- N° 7 Lutte, Contrôle et Autogestion, les réponses du PSU

La série des 3 N° : 8 F
Commande et règlement à adresser à : Edition Syros



la rencontre des mini-Lip
des 25 et 26 octobre à Besançon

une lettre de Charles Piaget

Camarades,

I — Suite à notre lettre du 20 juillet 1975 et malgré la période de vacances, nous avons eu des réponses encourageantes, mais encore un peu insuffisantes pour réussir la rencontre telle que nous la décrivions.

Des questions sont posées sur l'organisation de cette rencontre. Qui organise ? Pourquoi lancer à Besançon ? Pourquoi en dehors du canal syndical ? Est-ce bien le PSU ?

D'autres réponses approuvent pleinement l'initiative et apportent des réflexions, des arguments renforçant celle-ci.

Il y a, c'est certain, la nécessité d'un appel plus large, d'un appel qui émane de militants qui soient aussi bien à la CFDT qu'à la CGT qui aient participé ou qui participent à des luttes significatives sur l'emploi, qui assurent sans contestation possible une crédibilité à l'initiative par le sérieux de leur action collective, militante, syndicale anticapitaliste.

C'est le sens de ce nouvel appel, auprès de vous, camarades.

II — L'utilité de cette rencontre nous apparaît de plus en plus forte, pressante, susceptible d'apporter une contribution importante à toutes les luttes pour l'emploi. Pourquoi ?

a) Parce que c'est certain, la crise va durer, le chômage va durer, les luttes pour l'emploi vont être nombreuses, il y en a pour longtemps. On entre dans une longue période de haut niveau de chômage. Les luttes pour l'emploi vont être une permanence de l'action des travailleurs.

b) Indépendamment des problèmes de fond qui se posent au mouvement ouvrier, que nous ne pouvons résoudre seuls même si nous contribuons à mettre en lumière certaines cruelles nécessités, nous savons parce que nous avons vécu, parce que nous vivons de telles luttes :

- les apports des formes de luttes imaginées par les travailleurs,
- les succès dus à l'imagination, à la solidarité, à l'unité,
- les pièges déjoués grâce à l'analyse, à la réflexion collective et aux actions de masse,
- le rôle joué par de nombreux travailleurs, grâce à une pratique de la démocratie très dynamique dans ces luttes, etc.,
- mais aussi les manques, ce qu'on n'a pas réussi à surmonter ou très imparfaitement, l'isolement difficile à vaincre, les besoins urgents à certains moments qu'on n'a pas pu résoudre, etc.

III — quelles pourront être les modalités de cette rencontre ?

Tout d'abord elle pourrait se situer les 25 et 26 octobre à Besançon (samedi et dimanche). Elle ne serait organisée ni par le PSU, ni par « Besançon », mais par les signataires de l'appel proposé. Convocations, déroulement ainsi que les résultats publiés dans une brochure seront contrôlés largement par les participants. Cette brochure pourrait être d'une grande aide à tous les travailleurs en lutte pour l'emploi.

Une rencontre le vendredi soir au samedi matin, 2 heures avant l'ouverture, serait nécessaire entre les cosignataires pour l'ultime mise au point de la session.

Charles PIAGET ■

Texte d'appel

Appel des militants d'entreprises suivantes : Lip - Marnest - Anonnay - Everwear - Teppaz - Rateau - Caron-Ozane Bailleul CIP.

Ces militants constatent combien les luttes concernant l'emploi sont nombreuses et difficiles.

Il y a nécessité pour les travailleurs d'obtenir des succès, car la crise sera longue, le chômage va durer, voire s'aggraver.

Les luttes pour l'emploi vont être une donnée permanente de l'action des travailleurs.

Nous savons parce que nous vivons, parce que nous avons vécu de telles luttes, combien les militants, les travailleurs sont face à de grandes difficultés.

Pourtant, dans de nombreux conflits, ils ont fait preuve d'imagination, ont obtenu des succès intéressants, grâce à l'unité, la so-

lidarité, ils ont su déjouer des pièges ; grâce à la réflexion, à l'analyse collective, au développement de pratiques collectives, démocratiques ils ont donné à ces luttes un dynamisme particulièrement offensif. Mais ces expériences ont permis aussi de mettre à jour des insuffisances, dans notre pratique, nos idées, notre acquis. Ces insuffisances se sont traduites dans nos luttes par des hésitations, des erreurs ou des échecs relatifs.

Il est nécessaire maintenant de confronter nos expériences, afin de nous instruire mutuellement tant de nos échecs que de nos succès.

Le plan noir d'Idéal Standard

Idéal-Standard (fabrication d'appareils de chauffage) est une filiale de la Standard européenne, elle-même filiale de la Standard américaine qui détient 99,9 % des capitaux français.

A l'automne 1974, elle affirmait que la situation difficile d'Idéal-Standard France était due à une augmentation du prix des matières premières, aux restrictions de crédits accordés à des particuliers désireux de s'acheter un appartement, à la campagne pour le chauffage électrique intégré impulsée par les pouvoirs publics.

En fait Idéal-Standard veut obtenir une aide publique. La société

présence de militants de Lutte Ouvrière à la CFDT d'Aulnay encourage la réserve du PC et de la CGT. D'autre part, Idéal-Standard a proposé des primes de licenciements d'autant plus fortes que les travailleurs partaient plus tôt.

Ces divisions ont permis 1 500 licenciements qui aujourd'hui pèsent lourd dans la lutte contre la troisième étape : la liquidation. Après la démission des administrateurs, en effet, c'est la curée. Chacun veut profiter de l'aubaine : SGF (française), Rapido (allemande), etc.

Les travailleurs se mobilisent dans toutes les usines pour prendre en main la défense de leurs intérêts



fait le chantage aux licenciements pour l'obtenir, y compris en intégrant la lutte des travailleurs pour la garantie de leur emploi.

Bien avant la crise, le groupe a procédé à des transferts de fabrication. En 1968, il arrête la fabrication des radiateurs, en 1971 celle des baignoires, en 1972 il ferme le secteur robinetterie à Clichy. Ces transferts se traduisent par une diminution de 50 % de l'effectif à Aulnay (de 3 300 à 1 650 personnes environ), par la fermeture de l'usine de Clichy. C'est la première étape.

Prenant prétexte de la « crise », Idéal-Standard va appliquer sa deuxième étape, 1 500 licenciements à Dammarie, Blanc-Mesnil, au siège social, à Argenteuil, à Aulnay.

Ces licenciements ont pu se faire sans bruit en raison de la division syndicale et politique (à Aulnay, l'usine principale surtout). Le PC (Ballanger) n'a fait que des interventions publicitaires, il a été singé par le PS (Boulloche) au début de la polémique PC-PS. Par ailleurs la

et pour refuser de faire cadeau à d'autres capitalistes du capital : stocks, pièces de rechange, outillage, usines. « Les travailleurs doivent être prêts à prendre eux-mêmes la direction des usines qu'ils ont créées par leur travail », c'est le thème de la banderole cfdt.

Tel est l'enjeu de la lutte après la solution retenue et soutenue par le gouvernement sans discussion ni marchandage : le « plan noir » comme disent les travailleurs. On fait cadeau à SGF des deux usines les plus rentables, Dôle et Autun, les milliards, les stocks, les modèles... Pour le reste on liquide : Aulnay, Blanc-Mesnil, Dammarie, Argenteuil, le siège... 2 100 travailleurs !

Aussi bien à Aulnay qu'à Dammarie, 24 h sur 24, les travailleurs ont décidé de veiller afin que rien ne sorte des usines. Les travailleurs d'Autun et de Dôle ont repris le travail mais les autres usines continuent. En mettant la main sur les stocks, les modèles, sur le capital, ils ont une arme redoutable qui peut leur permettre de gagner.



Fougères :

L'heure de la répression

Après des entrevues complètement négatives entre le ministre de l'Industrie et les organisations syndicales, 4 000 travailleurs sont descendus, une nouvelle fois, dans la rue le mardi 30 septembre, pour protester contre le millier de licenciements prévus dans les usines de chaussures à Fougères. Le cortège part de la place de la Gare et gagne la sous-préfecture où on procède à l'incinération d'un cercueil symbolique portant l'inscription « Fougères refuse de mourir ». Il se dirige ensuite vers l'Hôtel de ville où se tient une réunion entre les syndicats, la municipalité et la Chambre de commerce. Les manifestants scandent des slogans et chantent l'Internationale : ils sont sceptiques quant aux résultats d'une réunion avec ces bourgeois qui sont toujours des promesses pour la prochaine réunion qui, elle, serait décisive, bien entendu, à condition... que les travailleurs restent sages, comme le demande le député-maire Cointat.

N'en déplaise à Cointat et à ses acolytes, ils savent par expérience que face aux exploités il n'y a que le rapport de forces qui compte. Ils décident d'occuper la mairie

Voilà qui était trop pour la bourgeoisie : Le Ker, maire-adjoint, déclare : « je ne tolérerai pas l'occupation de la mairie ». Les forces de répression chargent violemment les travailleurs à coups de grenades lacrymogènes (tirs tendus), blessant grièvement deux de nos camarades. L'une d'entre elles a dû subir l'énucléation d'un œil. Les manifestants se regroupent à la sous-préfecture pour protester contre la répression policière aux cris de « sous-préfet, Le Ker, fascistes et assassins » et se dirigent vers le magasin du maire-adjoint dont les vitrines sont brisées en signe de représaille. La manif se disperse alors tandis que quelques groupes continuent à affronter les flics jusqu'à 20 h.

Le lendemain, mercredi 1er octobre, 4 000 travailleurs manifestent à nouveau de façon extrêmement combative en scandant des slogans révolutionnaires tels que « à bas l'Etat des flics et des patrons », « CRS-SS ! », « les flics ont tiré, nous vengerons nos camarades », « une seule solution, le pouvoir aux travailleurs » et en chantant l'Internationale, le poing levé.

La solidarité ouvrière s'organise pour venir en aide aux deux jeunes filles victimes de la répression : une collecte est faite dans toutes les entreprises (1). De même une action juridique va avoir lieu, mais là aussi un rapport de forces favorable aux travailleurs et à leurs organisations est indispensable car la justice, comme tout l'appareil d'Etat, sert à protéger les assassins en uniforme et leurs maîtres. Déjà la réaction fait courir le bruit que la camarade qui a perdu un œil aurait été blessée par un projectile lancé par un autre manifestant.

(1) Solidarité financière : les fonds sont à adresser au comité de solidarité du front syndical fougérois - Caisse Crédit mutuel BP n° 153. N° 0000 438 2111.

la manifestation du 4 octobre

Le courant est passé...

Plus de 100 000 jeunes et travailleurs ont participé à la journée d'action nationale pour le droit au travail des jeunes, le droit à l'emploi pour tous. Dès le matin un rassemblement, place de la République, réunissait des milliers de jeunes : débats politiques (stands, interventions de chômeurs) et ce que **Le Figaro** a appelé un « **Music-hall** » se complétaient. « **Un 14 juillet de la jeunesse** » devait dire un journaliste du **Monde**. Plutôt une poursuite du rassemblement de la Tour Eiffel en juillet dernier. L'après-midi la manifestation de masse a démontré que les jeunes faisaient leur rentrée politique. A nouveau le pouvoir devra compter avec eux. Les jeunes n'accepteront pas la pilule de la crise.

Derrière les représentants de la CGT et de la CFDT, les délégations des JC, de la commission jeunes du PSU, du MJS, de la JEC,

Devant la banderole de la commission jeunes de la CGT, on pouvait voir un tank militaire fabriqué pour l'occasion, où était affiché un mot d'ordre « **pour le droit aux comités de soldats** ». Mais à l'inverse, la pression de l'union de la gauche et en particulier d'un PC, qui part à la conquête de la jeunesse, sur les cortèges de jeunes était manifeste. **L'Humanité** illustre son article sur la manifestation par la photo d'une banderole où est inscrit « **que veulent les jeunes Ariégeois : du travail, des sous... le Programme commun** ».

Le 4 octobre a-t-il été une journée de lutte ou une simple démonstration politique ? La bataille des slogans — « **union, action, Programme commun** » de la CGT et « **union, action, révolution** » de la CFDT — les mots d'ordre souvent abstraits clamés tout le long de la manifestation

de l'école, prouve bien que la jeunesse en lutte devra emprunter une démarche syndicale. Les jeunes qui criaient « **intervention des travailleurs sur l'école** » exprimaient cette nécessité. Le décroisement de l'école, le redéploiement des luttes de la jeunesse sur un terrain syndical ne signifient pas la mort des spécificités et des aspirations propres des jeunes. Edmond Maire l'a bien compris, en affirmant sous les applaudissements : « **il faut renouer avec les espoirs de Mai 68** ».

Beaucoup de jeunes sont encore hostiles aux méthodes d'action et à l'image du syndicalisme. En général ce sont les jeunes déjà syndiqués qui sont descendus dans la rue. Il manquait surtout, le 4 octobre, des perspectives d'actions concrètes, des objectifs communs aux travailleurs et aux jeunes sur l'emploi.



de la JOC, du MARC, de l'UNEF, de l'UNCAL prenaient place. Les organisations politiques, syndicales et les mouvements de jeunesse s'alignaient côte à côte. Cela faisait longtemps... Dans le flot du défilé, délégations classiques, banderoles traditionnelles se mêlaient avec l'ambiance des cortèges de la jeunesse en lutte, tels qu'on les avait connus lors des dernières années. Cette journée d'action est un succès incontestable pour les organisations syndicales.

A la fin de la manifestation les dirigeants syndicaux ont tiré dans leur discours un bilan satisfait du 4 octobre. « **Nous avons pris rendez-vous avec la jeunesse. Elle est là** » a déclaré G. Ségué. « **Le courant est passé entre la jeunesse et le mouvement syndical** » a ajouté Edmond Maire.

pourraient nous faire croire à une simple opération sur la jeunesse. Peut-on pour cela crier avec **Libération** que les jeunes ont été « **domestiqués** » par les syndicats ? Non.

Quelque chose a changé

Au contraire, la jeunesse en lutte ne peut que se féliciter de cette invitation unitaire des syndicats sur le thème de la lutte contre le chômage. **Le Figaro** n'a pas tort en disant « **depuis 1968, les jeunes ne croyaient plus aux organisations syndicales et n'y étaient pas entrés en nombre. La manifestation de samedi semble indiquer que quelque chose a changé** ».

L'axe emploi-formation, nécessaire pour débloquer la crise

Un défilé n'est pas suffisant pour affirmer que le courant est passé... Au boulot, à l'école, comment continuer la lutte ? Fort du succès de la manif, le 4 octobre est un tremplin pour un combat permanent, unitaire, des travailleurs et des jeunes contre le chômage. Le 4 octobre est aussi une leçon : les jeunes, pour s'organiser, ont besoin d'un syndicalisme résolument tourné vers l'objectif du décroisement de l'école. Mais jamais, ils ne renieront leur spécificité. Dans les lycées, CET, universités, les jeunes dans la perspective tracée le 4 octobre, trouveront eux-mêmes leurs formes d'organisation, leurs revendications pour que « **le courant passe vraiment** ».

Charlie NAJMAN ■

La manœuvre est d'envergure ; elle mérite un examen attentif. Chirac, après avoir rendu hommage, fait un peu inattendu de sa part, aux syndicats ouvriers, leur a offert une concertation au sujet de l'avancement de l'âge de la retraite, de la diminution de la durée du travail, et de la revalorisation du travail manuel. Laissons de côté la réforme de l'entreprise qui, jusqu'à présent, n'a pas dépassé le stade d'un projet de consultation.

L'avancement de l'âge de la retraite, que le chômage a rendu urgent, ne déplaît pas au patronat à condition qu'il ne coûte pas trop cher. En effet, dégager, selon différentes évaluations, entre 800 000 et 400 000 travailleurs, âgés de 60 à 65 ans, permettrait, dans de nombreuses entreprises, de rationaliser le processus de production, de réduire l'absentéisme, dû au surmenage et à la maladie, de réduire sans frais la main-d'œuvre...

une relève illusoire

Il serait donc illusoire de compter sur la possibilité de la relève des travailleurs mis à la retraite par le nombre correspondant de jeunes sans emploi. Sans forcer les prévisions, nous pouvons affirmer, selon les sources patronales, que la relève atteindrait environ un tiers des partants, la moitié dans le meilleur des cas.

Le seul remède à cet état de choses est la réduction simultanée du temps de travail et des rythmes de production pour obliger les patrons à remplacer les travailleurs âgés par le nombre équivalent de jeunes. Sinon, ce sont les patrons qui tireront profit de l'opération.

Quant aux moyens de financement, il est évident que le gouvernement cherche à faire retomber le gros des frais sur les travailleurs. En effet, il n'est pas question dans l'immédiat de leur accorder une retraite à 50 % du salaire à l'âge de 60 ans, comme le demandent les syndicats. Dans la variante optimale on envisage de l'élever de 25 % à 40 %. Il n'est pas non plus question de fixer un plancher égal au SMIG, comme le propose le Conseil de Paris.

En cas d'adoption d'un tel projet, une ouvrière qui gagne 1 200 F par mois pourra prendre sa retraite à 60 ans avec 480 F par mois ; un P 3 gagnant 2 000 F par mois, avec 800. Etant donné le coût de la vie et la hausse

constante des prix, tardivement et insuffisamment compensée par les rajustements périodiques, une telle retraite équivaut à une vie misérable. La plupart des intéressés la refuseront, s'ils le peuvent. Sinon, ils chercheront un travail d'appoint au noir, pour compléter leurs maigres ressources.

La retraite à la carte, que préconisent la CGT-FO et la CFTC, n'est possible qu'à condition que

Pour l'empêcher, il faut reprendre la revendication syndicale, trop souvent délaissée, selon laquelle, les prestations de la Sécurité sociale constituant la part différée du salaire, c'est le patronat qui doit en couvrir les frais. D'où la nécessité d'augmenter la cotisation patronale, de poursuivre et de pénaliser sévèrement le non-paiement et le retard des versements patronaux. Il faut imposer aussi un taux minimum de retraite égal au SMIG,



le montant de la retraite soit sensiblement revalorisé, sinon insuffisance obligeant les travailleurs à prolonger leur activité professionnelle. Chirac aurait admis, selon Bergeron, le principe de la retraite normale à 60 ans, et la diminution de la durée légale du travail, sans préciser cependant les délais et les modalités de leur application. Quant à son entrevue avec Ségué et Maire, elle n'a pas dépassé le stade des consultations et des promesses vagues.

La Sécurité sociale n'étant pas capable, même avec une forte majoration des prélèvements devant passer de 10 % à 14 %, de faire face à l'accroissement des charges, le gouvernement s'oriente vers la fiscalisation partielle du financement des retraites. Or, dans l'état actuel de la fiscalité, c'est en grande partie les travailleurs eux-mêmes qui seront amenés, par ce biais, à financer leur retraite.

avec revalorisation automatique en fonction du coût de la vie.

éviter les pièges

Passons maintenant à la diminution de la durée du travail. Là aussi, il s'agit d'éviter le piège qu'on prépare. La crise incline le patronat à diminuer la durée du travail sous la forme du chômage partiel. On cherche à éviter des licenciements, parce qu'ils soulèvent la résistance populaire, mais aussi parce que la charge principale des indemnités retombe sur le patronat. La méthode employée, c'est le chantage au renvoi — voir la sidérurgie — pour présenter le chômage partiel comme une concession patronale et obtenir une prise en charge par l'Etat d'une partie considérable des indemnités.

Le résultat, c'est que les patrons maintiennent leur person-

en réplique au
immédiates

Pe
carot
gros

par V

Les hommes au pouvoir
une double manœuvre
de déjouer. D'une part,
aux revendications ouvrières
en retardant leur mise
ils ont recours à la mer
briser les actions isolées
chéments les plus com

nel qualifié en attente de la reprise, tout en rejetant sur l'Etat le gros des charges qu'entraîne cette attente, sans parler des pertes de salaires que subissent les travailleurs. De plus, une rationalisation larvée s'opère dans les ateliers, aboutissant à la suppression d'un certain nombre d'emplois. Enfin, Ceyrac propose de réduire à 2 000 heures la durée annuelle du travail, ce qui permet la mise en chômage partiel, au gré des commandes, tout en dépassant la limite actuelle (48 semaines de 40 heures, équivalent à 1 920 heures par an).

La riposte ouvrière doit tendre à imposer le respect de la semaine de 40 heures et, si possible, d'une durée moindre, sans diminution des salaires ; à appliquer l'autoréduction par les travailleurs eux-mêmes ; à obtenir l'intégration, au moins partielle, de la durée des transports dans le temps de travail payé. Sans vouloir figer la structure actuelle de l'industrie, et tout en admettant l'éventualité de la suppression de certains emplois, les organisations ouvrières doivent défendre la règle : « pas de licenciements sans reclassements ».

En ce qui concerne les chômeurs et tous les travailleurs à la recherche d'un emploi, il est de notre devoir de maintenir la solidarité entre ceux qui travaillent et ceux qui chôment, en soumettant aux comités d'entreprise le contrôle de l'emploi, ainsi qu'aux comités de chômeurs, créés auprès des agences pour l'emploi ; dans les deux cas, le contrôle des licenciements et des embauches s'impose impérieusement. Il s'agit de dresser un barrage contre l'arbitraire et le favoritisme patronaux ; d'obtenir le contrôle le plus strict du mouvement de la

Revendications des travailleurs

ite e et bâton

or Fay

quissent actuellement
il importe de dévoiler et
font semblant de céder
res en les édulcorant et
application. D'autre part,
e et à l'intimidation pour
engagées par les déta-
ifs des travailleurs.

main-d'œuvre ; d'étendre l'indemnité de 90 % que touchent moins de 10 % des chômeurs ; d'accroître la part patronale de l'indemnité de chômage afin de rendre l'opération plus coûteuse et, de ce fait, moins rentable pour les employeurs.

Protéger le niveau de vie des chômeurs, empêcher que la misère ne s'installe dans leurs foyers, est un de nos objectifs prioritaires. Pour y parvenir, les comités de chômeurs, qu'il importe de former d'urgence et de généraliser, échappant à toute obédience politique ou syndicale, pourraient prendre l'initiative d'un refus collectif de paiement des impôts, des loyers, des charges et dettes diverses. Un moratoire complet peut et doit être imposé aux autorités. Il faut mettre fin au scandale des saisies et des expulsions.

une nécessité objective

On parle beaucoup de revaloriser le travail manuel. C'est une nécessité objective. Le travail répétitif à la chaîne, le travail posté n'attirent pas les jeunes, engendrent un absentéisme accru, augmentent le nombre de malfaçons et de pièces loupées. Pour réduire les faux frais que cause le système, le patronat envisage une organisation assouplie du travail, la création d'équipes avec répartition autonome des tâches, le roulement des fonctions, etc.

Tout cela, qui trouve déjà une application plus ou moins poussée en Suède (chez Volvo) ou en Italie (chez Fiat), tend à moderniser les rapports de travail au sein de l'usine, à intégrer les ouvriers dans le processus d'ensemble de la production capitaliste, sans

porter atteinte aux sacro-saints principes de propriété privée et de l'autorité patronale.

Bien entendu, dans la mesure où de telles réformes diminuent la peine ouvrière, elles doivent être acceptées, à condition qu'elles soient appliquées sous le contrôle ouvrier et qu'elles permettent d'instaurer l'auto-organisation dans les ateliers, premier jalon d'une autogestion ouvrière.

La revendication syndicale pourrait être modulée dans ce domaine en exigeant en priorité la retraite à 60 ans tout de suite pour les travailleurs manuels, et, par paliers rapprochés, la retraite complète à 60 ans pour tous les autres.

Tels sont les objectifs concrets de lutte dans les conditions actuelles de crise et de chômage. N'oublions pas que ces objectifs ne pourront être atteints, comme



Rien de cela ne s'annonce en France, où toute mise en question du pouvoir patronal, toute tentative de sa limitation, se heurtent à une résistance acharnée, non seulement en ce qui concerne le rôle du comité d'entreprise et de la section syndicale, mais aussi les attributions des cadres, jalousement limitées par les détenteurs du capital.

C'est pourquoi tout le bruit fait autour de la revalorisation du travail manuel se ramène à une certaine amélioration des salaires les plus bas et des retraites. Celle des retraites paraît d'autant plus indispensable que le travailleur manuel commence sa vie active plus tôt que les autres et qu'à l'âge de mise à la retraite il totalise un nombre supérieur d'années de travail. D'autre part, l'usure due au travail manuel diminue les chances de survie de sorte que les manuels bénéficient moins longtemps du droit à la retraite.

le rappelle Edmond Maire, que par l'action solidaire et unie de l'ensemble des organisations ouvrières. Une plate-forme commune d'action, visant à la fois des objectifs à court et à moyen terme, permettrait de mobiliser les énergies ouvrières ; de rendre l'espoir à ceux qu'ont découragés les querelles subalternes et les conflits de préséance de la « politique politicienne », comme l'écrit encore Edmond Maire. Il importe d'empêcher l'isolement et l'échec de ceux qui, sans attendre le gros des troupes, ont engagé le combat dans les secteurs les plus exposés du front du travail.

la manière forte

Contre ceux-là, contre les combattants qui répondent aux licenciements et aux fermetures des usines par la grève « active », avec l'occupation et, parfois, avec la séquestration des respon-

sables, le gouvernement menace d'avoir recours à la manière forte. Alors que Giscard cherche à « décriper » les relations avec les partis d'opposition, pour accélérer la rupture de l'union de gauche, Chirac et Poniatowski ne se gênent pas pour annoncer des poursuites contre les manifestants, leur volonté de briser toute action directe — seule efficace — de remettre en vigueur la loi anticasseurs, profitant de quelques gestes de provocateurs et d'éléments irresponsables pour restreindre davantage les libertés publiques.

En dépit des réticences et des réserves émises par les syndicats de police, il serait imprudent de sous-estimer la volonté d'intimidation des autorités. C'est pourquoi, pour échapper à la répression, les actions populaires doivent revêtir un caractère de masse. Tout détachement isolé, s'il n'est pas suffisamment soutenu, se heurtera à de sévères mesures de répression aussi bien policière que judiciaire, comme le prouvent les récentes arrestations et condamnations, sans parler de la chasse aux militants qui sévit dans de nombreuses entreprises.

Mis en présence d'une petite carotte et d'un gros bâton, les travailleurs sauront choisir aussi bien le moment et le lieu que les moyens de lutte. Ce sont les jeunes qui sont en première ligne, puisqu'ils se retrouvent en majorité, à la sortie de l'école, en chômage, sans avoir jamais travaillé.

C'est avec cette armée de réserve du capital, composée à plus de 50 % de jeunes (325 000 selon les autorités, 600 000 selon les syndicats) que les organisations ouvrières ont engagé, le 4 octobre, la première action de masse de cette triste rentrée 1975. Ce sont ces jeunes qui, par nécessité, sont obligés « d'entrer dans la carrière » de la lutte de classe. Ils ont été 150 000 à clamer leur droit au travail et à un métier. Du soutien fraternel des travailleurs adultes, de leur volonté d'accorder la priorité aux revendications des jeunes, après la triomphale journée du 4 octobre, dépendra en grande partie l'issue de l'épreuve de force à venir.

Victor FAY ■



Alsthom Le style Roux

◆ L'Alsthom est déjà contrôlée financièrement par la CGE et Ambroise Roux : d'ici fin 1975, elle aura un nouveau PDG (M. Schultz), appartenant déjà à la CGE. Celui-ci a pris partiellement ses fonctions : le nouveau style perce déjà.

A Tarbes, en mars, la direction a déjà licencié 17 personnes, baissé les horaires dans le secteur diésel et fonderie et imposé le chômage partiel surtout en fonderie. A Archambault, Unelec est menacée et, dans la région parisienne, on licencie au siège social. A la filiale Chausson-Alsthom (ex Brissoneau et Lotz) : 200 licenciements.

Mais l'opération était déjà commencée depuis 1972. Rateau et la CGEE en ont été les victimes.

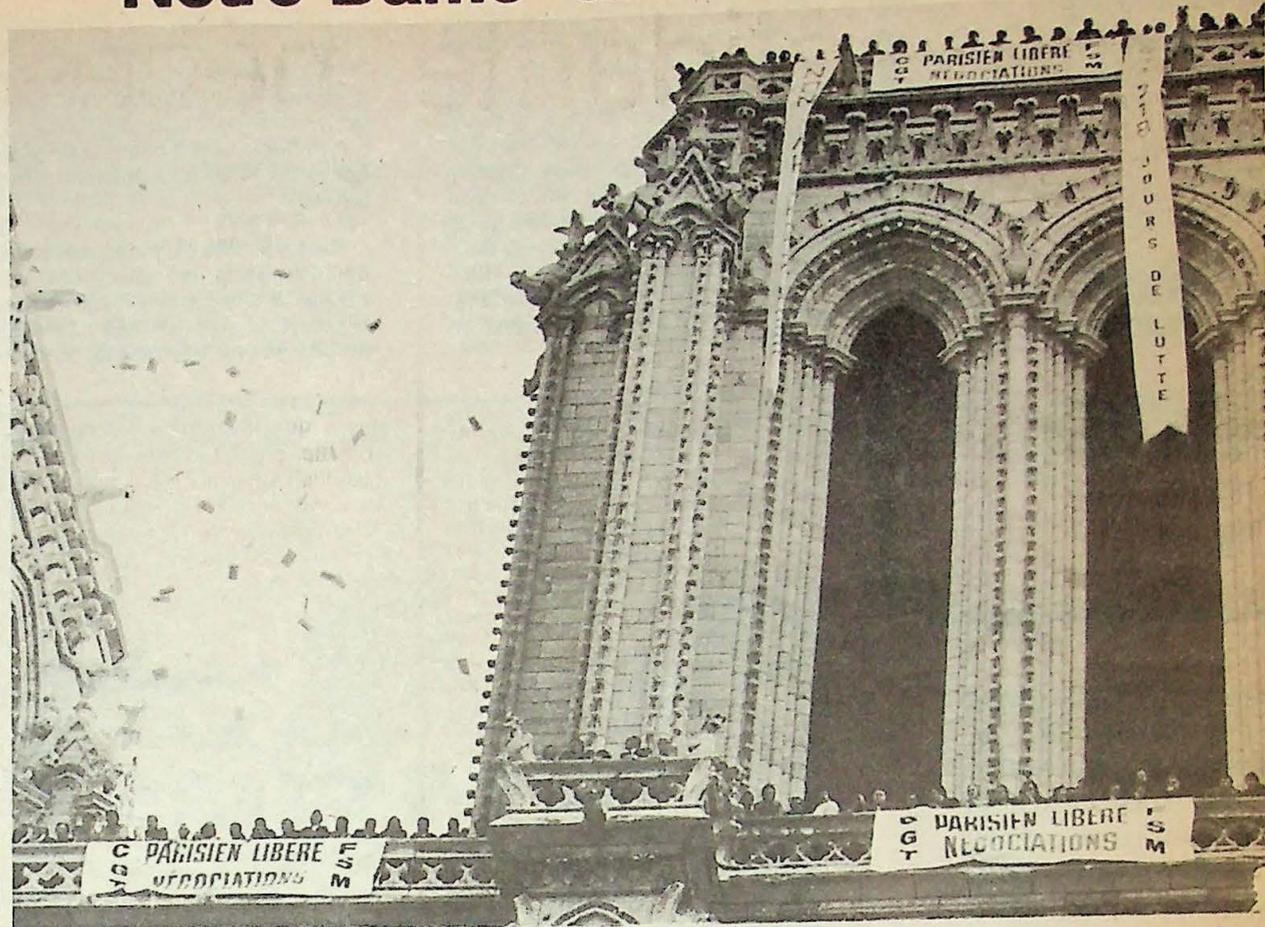
Rateau, 1972 : la direction ferme la filiale de Muysen, puis celle de modelage à La Courneuve, entraînant la suppression de 96 emplois. En janvier 1974, elle projette un licenciement collectif devant entraîner la suppression de 334 emplois, l'abandon de la fonderie de précision, de la chaudronnerie, le développement de la sous-traitance, le transfert à d'autres usines du groupe de la fabrication des pompes et de la robinetterie ; la production est orientée vers les éléments de série.

CGEE, 1972 : la CGE met en place un contrôle financier, analyse la rentabilité par secteur, supprime le centre d'innovation technologique comprime le personnel jusqu'à la fin de 1973. Jusqu'à la fin de 1974, on enregistre de nombreuses démissions, mutations, transferts par petits paquets ; certaines personnes sont déplacées de centre en centre et ont quelquefois quatre lieux de travail en trois ans !

Dans les deux cas, la restructuration capitaliste démoralise les travailleurs en laissant courir des bruits contradictoires, en ne précisant pas les intentions de l'entreprise à moyen terme. Elle morcelle l'entreprise pour de seules raisons de rentabilité, déqualifie le travail, diminue la recherche, s'oriente vers la production en série. Actuellement, à Archambault, à Paris, à Ayré, à Tarbes, les valets de Roux refusent de préciser leurs projets.

Mais la CGE n'est pas invincible : au Joint français et chez Rateau la détermination des travailleurs et la solidarité populaire ont permis de faire barrage au démantèlement. Il est donc nécessaire d'assurer dès à présent la coordination des luttes au niveau régional comme à l'intérieur du groupe CGE-Alsthom. Isolées, les luttes ne gêneraient pas considérablement la restructuration. Certaines questions pourraient par la même occasion être discutées : ce que produit Alsthom sert à quoi ? Ainsi les centrales nucléaires... Qui en a décidé ? Il faut commencer dès maintenant à appliquer le contrôle ouvrier.

Notre-Dame du « Parisien »...



Le Parisien Libéré : tout le monde le lit, tout le monde les oublie. C'est pour rappeler à la population parisienne qu'ils occupent toujours les anciens locaux de leur entreprise qu'une centaine de travailleurs du **Parisien Libéré** ont envahi les tours de Notre-Dame, fait sonner le bourdon et déployé sur le fronton de larges banderoles en même temps qu'ils lâchaient sur la police des paquets de tracts « **Négociations !** ». Amaury continue à faire le sourd ; mais le tirage de son journal est tombé de 150 000 exemplaires en un an. La lutte continue...

Foyer de Bagnolet Une visite pas ordinaire

Juste derrière le Novotel de Bagnolet, une tour de béton au milieu d'autres tours, semblables en apparence. Quatorze étages, 392 chambres. Un foyer Sonacotra réservé aux travailleurs immigrés, un des 25 de la région parisienne qui sont en grève. Grève des loyers certes... mais aussi et surtout condamnation d'un règlement intérieur trop strict qui fait de ces foyers de véritables casernes.

◆ Samedi 4 septembre à 14 heures, un interdit est levé. Une cinquantaine de résidents, comme se plaît à les appeler la direction de la Sonacotra, se rassemblent au rez-de-chaussée, tout près du bar. Le directeur du foyer, préposé à faire respecter l'ordre, et le gérant, préposé à faire payer les loyers entre le 1er et le 7 de chaque mois, se joignent à eux. La délégation de la municipalité communiste de Bagnolet arrive, Madame le maire en tête. Elle prend la parole. Discours habituel ; des phrases très démagogues dans le style « le parti communiste est toujours présent au cœur des luttes, il soutient entièrement la grève des loyers que vous (les travailleurs immigrés) menez ici-même au foyer Sonacotra de Bagnolet ».

Applaudissements et aux résidents de confesser publiquement leurs problèmes. Ils s'attaquent alors directement au directeur,

un ancien de l'armée qui a fait ses preuves en Algérie. « **Vous n'êtes pas avec nous ; vous êtes là simplement pour vos intérêts personnels. Mais comme tout le monde, on a besoin de femmes. Vous, vous avez bien une femme** ». Le règlement intérieur des foyers Sonacotra interdit en effet toute visite après 22 heures. Plusieurs fois, le directeur n'a pas hésité à pénétrer dans les chambres pour expulser l'invitée d'un soir d'un résident... Avec un sourire narquois, il explique « **Je suis un simple exécutant. Je ne fais qu'appliquer les ordres qu'on m'a donnés** ».

D'autres points sont abordés. Ils ont tous pour but de dénoncer le manque de liberté à l'intérieur du foyer : pas le droit de réunion, pas le droit d'expression, pas le droit de passer des films, pas le droit d'avoir des panneaux d'affichage... c'en est trop pour un des représentants de la municipalité : « **vos différends avec le di-**

recteur du foyer existant, d'accord, mais ils sont minimes par rapport à la vraie lutte, la lutte contre la Sonacotra et son président Claudius Petit, député de la majorité qui applique donc la politique du gouvernement ».

Sur ces belles phrases, un résident se lève et prend la parole : « **La Sonacotra est une société capitaliste d'Etat (financée à 98 % par l'Etat). Elle vole les travailleurs en demandant 356 F 50 par mois pour 9 m2. Tous les six mois, elle se permet d'augmenter les prix des loyers sans justification particulière. 57,3 % d'augmentation depuis l'ouverture du foyer de Bagnolet en 1971 ; 15 % depuis le 1er janvier dernier et 90 centimes de plus par jour depuis le 1er septembre. La Sonacotra prétend malgré tout que le prix n'est pas un loyer. Elle s'enrichit pourtant sur notre dos. Avec notre argent elle construit d'autres foyers. Elle en a maintenant 250 à travers la France ; soit 66 000 lits. Nous ne voulons pas l'empêcher de construire, nous voulons seulement l'empêcher de nous voler ; nous refuserons donc de payer les loyers tant que des négociations ne seront pas possibles avec la Sonacotra** ».

A Bagnolet la grève des loyers a commencé en septembre. Elle a été suivie par 80 % des résidents. Elle semble se durcir ce mois-ci : un comité de résidents s'est constitué depuis. Dans quelques semaines, il sera en contact direct avec les autres foyers Sonacotra en grève par l'intermédiaire d'un comité de coordination.

Marc DRONNE ■



la solidarité nécessaire



Basta !

Franco de faire vibrer la fibre nationaliste ; mais ces 250 000 personnes ne sont pas toute l'Espagne. La vraie est ailleurs, dans les commissions ouvrières, dans les universités, dans les collèges professionnels, dans les comités de quartiers, dans les organisations politiques clandestines et elle est antifranquiste, celle-là !

Le soutien des travailleurs européens (1), le boycott économique ne lui font pas peur, au contraire : elle les sent nécessaires pour accélérer la chute du régime. Ce boycott doit venir de la base des travailleurs ; il faut le rendre opérationnel au sein des entreprises. Les syndicats français ont déjà commencé en créant des comités de soutien et d'information sur l'Espagne. Cette initiative doit s'étendre à tous les niveaux et partout.

Au moment où les Etats français et américain avancent leurs raisons, au moment où les ambassadeurs d'Angleterre, de Suisse, et de RDA regagnent leurs postes à Madrid, un évêque progressiste quitte l'Espagne et se réfugie au Vatican. Les antifranquistes restent mobilisés et veulent passer à un stade offensif contre le fascisme. C'est dans ce cadre que se situe l'appel du 1er novembre à la frontière, d'une marche internationale de soutien aux peuples d'Espagne.

Le collectif de soutien à Eva Forest et à tous les prisonniers politiques en Espagne appelle tous les travailleurs, tous les antifranquistes, les organisations syndicales et démocratiques à participer à cette marche.

Nady GRANIER ■

(1) Jeudi 2 octobre, lors du conseil d'administration de la caisse nationale de prévoyance des ouvriers du bâtiment et des travaux publics constitué paritairement des organisations ouvrières (CGT, CFDT, FO) et patronale, la délégation CFDT a proposé une minute de silence pour respecter la mémoire des cinq militants assassinés par Franco. Devant le refus des patrons, elle a quitté la salle, tout en déplorant que CGT et FO n'aient pas cru devoir en faire autant et n'aient pas voté avec elle l'inscription de cette déclaration au procès-verbal.



Le 1er octobre le régime franquiste a organisé en riposte à la mobilisation antifranquiste européenne une manifestation sur la place d'Orient à Madrid : 250 000 personnes, disent les gens sérieux. Mais qui ? Les supports du régime. Participation obligatoire de tous les fonctionnaires de l'Etat avec au bout du bâton, la carotte de la demi-journée payée : consigne aux policiers, aux gardes civils de paraître massivement en civil place d'Orient. Des cars gratuits battant le rappel dans les environs de Madrid et véhiculant des Espagnols consentants ou non, comment refuser de prendre les cars avec le décret-loi terroriste ? Une femme a été arrêtée à Madrid, à la fin de la journée, pour avoir fait remarquer que cet attroupement troublait l'ordre public.

Bref, Franco a fait le plein pour vitupérer contre la « conspiration maçonnique de gauche et la subversion communiste-terroriste ». Il ne faut pas sous-estimer la capacité de

« Aussi longtemps que certaines forces de gauche — et notamment d'extrême gauche — ne feront pas confiance au gouvernement en ce qui concerne la répression, il sera difficile à celui-ci de gouverner de manière purement démocratique ».

C'est par ces mots lourds de menaces que le premier ministre du sixième gouvernement provisoire concluait une interview publiée la semaine dernière par l'hebdomadaire portugais Expresso. Et les actes suivant les mots, le gouvernement dominé par l'alliance contre-révolutionnaire PS-PPD — au nom de la restructuration de « l'ordre » (bourgeois), de la « discipline » (bourgeoise) et de « l'autorité » (bourgeoise) — a engagé l'épreuve de force contre le mouvement des soldats (SUV), les officiers révolutionnaires, et le pouvoir populaire.

Deux méthodes sont employées :

— tentatives de déplacement des éléments « subversifs » au sein de l'armée et de dissolution des unités les plus liées au mouvement révolutionnaire ;

— tentatives de vider de leur contenu révolutionnaire les structures de démocratie directe en imposant un mode de désignation des délégués en fonction des résultats électoraux.

Seulement voilà : ni les commissions de travailleurs, ni les commissions de « moradores », ni les comités de soldats ne se laissent faire. Mieux, ils ont déjà à plusieurs reprises fait reculer le gouvernement.

Combien de temps vont durer ces affrontements ponctuels et localisés ? Et surtout, la logique de cette situation ne va-t-elle pas amener, dans les semaines ou les mois qui viennent, au déclenchement d'un affrontement généralisé ? Personne ne peut répondre à ces questions.

(1) Et particulièrement aux camarades socialistes qui doivent comprendre que le jeu suicidaire de Mario Soares non seulement permet à la droite de s'organiser, mais en même temps prépare la perte de son propre parti et surtout des travailleurs qu'il influence. Car le travail fait, les Spínola et autres n'hésiteront pas à tourner leurs armes contre les travailleurs socialistes. C'est la responsabilité particulière des militants socialistes français que de dénoncer cette politique d'apprentis-sorciers.

Mais une chose est sûre : aujourd'hui, chaque bataille localisée peut être l'étincelle d'un processus de guerre civile.

C'est ce contexte précis qui nous amène à alerter les travailleurs français, et à nous adresser à toutes les forces qui se réclament du socialisme pour réaliser l'unité pour la défense de la révolution portugaise (1).

Dès aujourd'hui peuvent se constituer sur la base de représentants de toutes les organisations (politiques, syndicales, populaires...) des Collectifs Information Portugal. La première tâche de tels collectifs peut être d'organiser la diffusion d'un journal bilingue d'information et de mobilisation qui devrait voir le jour sous peu.

La seconde peut être d'aider à l'organisation des 800 000 travailleurs immigrés portugais en France. La troisième peut être d'envisager concrètement le jumelage de comités unitaires d'usines avec des commissions de travailleurs au Portugal, de comités formés dans les hôpitaux avec des cliniques populaires au Portugal, d'organisations paysannes avec les coopératives autogérées, de comités de soldats avec les comités du SUV, etc. La quatrième d'organiser la vente des produits des usines autogérées du Portugal.

Toutes ces propositions, et bien d'autres encore, peuvent être prises en charge tout de suite. Aucun intérêt sectaire ne peut aujourd'hui barrer la route à un tel mouvement unitaire. Car si la force du mouvement ouvrier-paysan-soldat peut nous faire penser que le Portugal ne sera pas le Chili de l'Europe, il reste que le souvenir de la révolution espagnole étranglée reste présent dans toutes les mémoires.

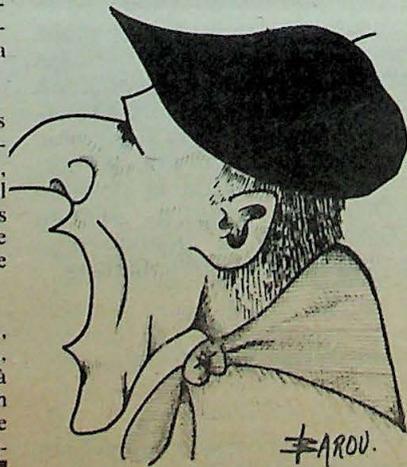
Maurice NAJMAN ■

Précision : les manifestations à Nice

Une communication téléphonique défectueuse a déformé complètement le compte-rendu des actions menées à Nice contre la répression en Espagne.

Quelques précisions : à Nice, toutes les manifestations ont été appelées par l'ensemble du mouvement ouvrier. Par contre, l'action en force de Nice a été le fait du seul comité Espagne. A noter quelques incidents entre le service d'ordre du PC et le cortège (400 personnes) du comité Espagne, que le PC voulait isoler.

Le Bureau fédéral des Alpes-Maritimes, dans une lettre aux organisations ouvrières, demande qu'il soit mis fin collectivement à de telles pratiques. Il est inadmissible en effet que le PC s'érige de fait en service d'ordre à chaque manif et refuse tout comité qu'il ne contrôle pas.



Campagne Portugal en province

Invités par le PSU, Fernando Marques (LUAR), Pedro Rodriguès (MES) et Rui Carnero (FSP) ont animé la semaine dernière plusieurs meetings en province.

— A Bordeaux, dimanche 5 octobre, durant les « 10 heures pour le Portugal » organisées par les fédérations régionales. Plus de 1 500 personnes — dont de nombreux travailleurs portugais — ont participé aux débats, et aux spectacles militants. Une exposition photo et de nombreux panneaux popularisaient les avancées du pouvoir populaire.

Un représentant du MPLA a pu faire appel à la solidarité dans la perspective de la décision de ce mouvement de

prendre tout le pouvoir en Angola le 11 novembre prochain.

— A Pau, le lundi 5 octobre, avec la participation de 300 personnes dont les militants du CERES et du PCP avec lesquels un débat fraternel s'est engagé.

— A Tarbes, avec 300 personnes, en grande majorité des travailleurs des entreprises locales. A la fin du meeting, un groupe de travailleurs portugais s'est constitué pour participer au travail de solidarité.

A ces trois meetings participait aussi au nom du PSU, Maurice Najman. Des ventes des produits d'une entreprise textile en autogestion ont été réalisées.

le portugal à l'heure le « moment militaire »

Une rencontre entre des militants du PSU et des révolutionnaires portugais a eu lieu la semaine dernière à Paris. Des représentants qualifiés de la LUAR et du FSP ont montré quel enjeu constitue pour les forces armées la phase actuelle du processus de « remise en ordre » au Portugal. C'est la raison pour laquelle, sur cette question cruciale qui met en cause l'avenir même de la révolution au Portugal, TS a demandé à Alain Joxe et à Pierre Barboza d'engager le débat.

A Porto, un régiment de train a été dissous. L'Assemblée générale des soldats avait refusé l'épuration de deux officiers et de cinq hommes de troupe, jugés trop à gauche par le commandement de la région Nord. Pour « sauver la révolution de l'anarchie et du chaos », a précisé le général Pires Veloso. Des résonances qui ne trompent pas...

Il faut rappeler que le mfa n'est pas l'armée portugaise, mais simplement une faction qui la contrôle depuis le 25 avril. L'armée a pu ainsi jouer un rôle spécifique dans la révolution portugaise où elle a réussi à compenser la faiblesse des forces populaires. Ce rôle prépondérant explique que le recul actuel passe d'abord par une politique répressive, avant tout dans les casernes.

Beaucoup ont implicitement considéré que la lutte des classes dans l'armée portugaise passait essentiellement entre les officiers réactionnaires et le MFA. C'était faire bon marché de la « plèbe militaire » et de son impact sur le MFA. Lorsqu'au printemps dernier, les soldats envoyés pour « rétablir l'ordre » aux chantiers de la Lisnave ont fraternisé avec les travailleurs aux cris de « Vive la classe ouvrière », ce n'était pas à la demande du MFA !

Un des facteurs qui expliquent le rôle joué par le MFA est l'existence d'un mouvement des soldats, multiforme, qui prend l'armée en grande partie inutilisable pour des tâches répressives. Témoins les nombreuses grèves où les soldats, envoyés contre les travailleurs, donnent raison à ceux-ci et obligent le patron à céder.

la vie a changé...

Une des données de la situation portugaise est que la « plétaille » discute le pourquoi et le comment des ordres qui lui sont donnés. Le 11 mars, lorsque le Rallis (le « régiment rouge » de Lisbonne) était encerclé par les troupes du re 1, ce sont ces soldats qui ont contraint le commandant à s'expliquer puis ont forcé la décision en fraternisant. C'est aussi en liaison avec les officiers de gauche et les officiers révolutionnaires que ce mouvement a pu, peu à peu, s'affirmer.

Au fur et à mesure que la révolution avançait, les droits démocratiques ont pénétré de plus en plus dans les unités militaires. Après le 28 septembre 1974, le MFA avait décidé de la création de « commissions de bien-être » où les soldats étaient largement représentés et qui ont géré la vie dans la caserne. Une des conséquences du 11 mars a été la transformation de ces commissions en assemblées de délégués d'unité



(ADU). Elles sont composées de 2 officiers de carrière, de 2 miliciens, de 4 sous-officiers de carrière, de 4 miliciens et de 13 soldats (qui sont donc majoritaires). Les délégués sont élus et révocables par des assemblées générales à chaque niveau, et chaque événement important doit être l'occasion d'une assemblée générale de caserne. La hiérarchie est maintenue (le commandant faisant partie de l'ADU, mais sans droit de vote) mais le pouvoir appartient — au moins formellement — à l'ADU.

C'est ainsi que la vie dans les casernes a changé. Les permissions ont été systématisées et étendues ; les conditions de vie améliorées. Dans certaines casernes, les officiers n'ont plus de réfectoires séparés et font la queue avec les soldats devant la cantine ou le self-service. Bien entendu, la situation est très variable selon les régions et les rap-

ports de force politique au sein des régiments.

L'ensemble de l'extrême-gauche révolutionnaire a dès décembre 1974 (sauf le MES qui a pris un peu de retard), participé à la création des comités de soldats pour garantir l'autonomie d'un courant révolutionnaire dans les casernes. De nombreux officiers ont sympathisé politiquement ou bien ont participé à l'activité de ces comités qui ont joué un rôle de plus en plus important, sans pour autant se couper du MFA. Ils y sont intervenus puisque les soldats ont été admis à l'assemblée générale du MFA à partir de la tentative de coup d'Etat du 11 mars dernier.

C'est sur cette toile de fond que s'amorce le processus de « stabilisation » du sixième gouvernement provisoire ; c'est dans ce contexte qu'il faut comprendre

réactionnaires, qui sont nombreux à avoir conservé des positions dans l'armée grâce notamment à un habile silence.

C'est face à ces menaces combinées qu'une première riposte organisée est apparue dans les casernes avec « Soldats Unis Vaincrons » (SUV), une organisation créée clandestinement dans le Nord pendant l'été pour lutter contre les nombreuses épurations et le renforcement de la discipline. Le SUV s'est rapidement étendu et coordonné à de nombreuses casernes dans d'autres régions. Après avoir révélé l'existence d'un commandement clandestin qui visait à éliminer le général Corvacho de la tête de la région Nord, le SUV a choisi d'apparaître au grand jour.

Mille cinq cents soldats, suivis de dizaine de milliers de travailleurs des commissions, ont défilé à Porto le 11 septembre. Deux semaines plus tard, à Lisbonne, ce sont plusieurs milliers de soldats et de marins qui ont fait libérer deux militants du SUV emprisonnés. Parallèlement, des officiers révolutionnaires sont passés dans l'opposition ouverte au gouvernement avec comme objectif « de mobiliser les soldats contre les officiers réactionnaires et d'exiger la démocratisation des régiments » (Major Tomé).

Cette opposition militaire n'a pas de plate-forme politique pour l'instant (un congrès clandestin du SUV doit se tenir prochainement). Elle est avant tout empirique et s'est constituée au travers de réponses ponctuelles aux tentatives de normalisation des forces armées.

Soutenu par le Front Uni des révolutionnaires (FUR), le SUV est comme ce dernier dépourvu de stratégie politique, avec les risques d'isolement que cela comporte. Consciente du recul et décidée à maintenir et à approfondir la démocratisation dans l'armée, cette opposition révolutionnaire dans les casernes semble largement empreinte d'une conception gradualiste et localiste de la prise du pouvoir. Ainsi il y a des risques que cette opposition se donne une politique qui passe par dessus les partis ouvriers.

Pourtant de la capacité de résistance du SUV et des officiers révolutionnaires à la normalisation des casernes, dépend en grande partie l'avenir de la révolution portugaise. L'armée est le véritable centre du pouvoir au Portugal : y « rétablir l'autorité » en s'appuyant sur les commandos d'Amadora, qui ont une sinistre réputation, enclenche une logique politique dont on ne sait pas trop bien qui en récupérera les fruits.

Pierre BARBOZA ■

au grand jour

Une telle politique ne peut que conforter et réveiller les officiers

de la « reprise en mains » de la lutte de classe

Depuis l'échec de la négociation de cet été entre Melo Antunes et Otelio de Carvalho, depuis l'élimination de Vasco Gonçalves, le MFA est mort, à la fois comme groupe d'officiers dominant l'armée et comme idéologie de gauche « apartidaire ». Le MFA avait permis pendant un an — et surtout depuis le 11 mars — la montée de la mobilisation politique dans l'armée et l'articulation directe du mouvement de masse avec les casernes.

Les choses vont vite. L'éclatement du MFA a mis enfin à l'ordre du jour de la bourgeoisie portugaise la contre-offensive militaire et le rétablissement de l'ordre public. Dès le mois d'août, on sait que la droite et la social-démocratie n'envisagent plus d'issue à la situation que par une phase de répression. Tout le monde est d'accord là-dessus. Les exclus fascistes de l'armée, comme Galvão de Melo, ex-général d'aviation et député à la constituante, actuellement à Paris, visitant les milieux d'affaires, les « neuf » et Melo Antunes lui-même (malgré son passé révolutionnaire), le PPD et le parti socialiste. La démocratie des conseils, amorce de pouvoir populaire, rend le pays ingouvernable : il faut donc supprimer les conseils. Mais tout le monde le sait, cela n'est possible que par un minimum de répression.

Le gouvernement est donc à la recherche d'une force militaire cohérente et d'une puissance de feu capable de rallier les indécis et d'écraser les éléments militaires qui seraient tentés de faire leur « choix de classe ».

la même ligne

La Gauche révolutionnaire est sur la défensive ; coordonnée dans le FUR, mais pas toute entière représentée par le FUR (il y manque l'UDP marxiste léniniste et le PC s'en est retiré) elle lutte actuellement pour maintenir l'équilibre militaire. Après la sérénade que la bureaucratie du PS a donnée au régime fasciste des commandos d'Amadora, les manifestations de soutien populaire au RALLIS à Lisbonne et au régiment dissous à Porto ne sont pas seulement des manifestations : ce sont des batailles politiques livrées dans l'angoisse pour empêcher les fusils des soldats de se tourner contre le peuple. La seule arme dont dispose l'aile révolutionnaire, c'est le soutien de masse, c'est le soutien de la classe ouvrière et des classes populaires, atteignant — dans le moment où s'approche la confrontation — un niveau de conscience aiguë.

Ce n'est pas par la négociation entre « organisations ouvrières » que, dans la phase actuelle, on peut faire progresser l'unité du bloc de classe. En particulier pas par une négociation avec le PS. Cette croyance est la même qui fit que, jusqu'au bout, l'Unité Populaire au Chili crut pouvoir rallier les ouvriers démocrate chrétiens et

élargir sa base de classe vers la petite bourgeoisie en négociant avec la Démocratie Chrétienne.

C'est dans les faits que certains militants ouvriers du PS rallient les manifestants de la gauche. C'est dans les faits que le PC, malgré sa sortie du FUR, ne peut pas empêcher ses bases, ne peut pas s'empêcher de rallier le mouvement de masse et soutient finalement la même ligne. Il participe aux manifestations, lutte par tous les moyens possibles contre les tentatives du gouvernement dont il fait partie pour se faire obéir des soldats, malgré les conseils de modération prodigués par Brejnev au nom de la coexistence pacifique.

C'est cela que Gramsci appelle le moment militaire de la conscience politique, qu'il situe au plus haut degré de l'échelle, parce que — quand une bourgeoisie est prête à tuer — c'est qu'elle a une conscience suraiguë des dangers que courent ses intérêts fondamentaux : quand le prolétariat est prêt à se battre par les armes, en retour, on entre dans une logique militaire, qui a ses lois.

en pleine figure

« Le moment militaire », ce n'est pas encore forcément la veille de l'insurrection armée ou de l'écrasement à la chilienne. Il peut se prolonger sans opérations, s'installer dans l'armistice. Le caractère de la lutte des classes, quand la bourgeoisie la porte à son plus haut niveau (et c'est toujours elle qui « commence »), c'est que tout y devient dominé par le très court terme et que, de toutes façons, toutes les erreurs et tous les succès passés des deux camps affrontés se capitalisent d'un seul coup en termes militaires.

Ce n'est donc pas le moment, je pense, de formuler notre soutien par cette fameuse critique constructive au coin du feu dont souvent — dans l'extrême française et parfois même au PSU — on a tendance à goûter les délices.

L'extrême gauche portugaise n'a jamais été aussi consciente de ses erreurs passées qu'aujourd'hui, puisqu'elle en reçoit la facture en pleine figure, sous la forme de menaces de mort. Oui sans doute, il aurait fallu peut-être ne pas attaquer si violemment le PS à une époque où ses bases ouvrières ne pouvaient pas admettre les analyses de la gauche (aujourd'hui vérifiées), et quand — pour l'arracher à la social-démocratie — une démarche plus éclairante et moins polémique aurait mieux servi l'élargissement des soutiens de la classe ouvrière et la croissance des forces socialistes révolutionnaires. C'est une opinion que certains camarades portugais partagent. Il aurait fallu aussi que le PC portugais ne soit pas si stalinien dans ses méthodes. Mais quand on est au moment militaire, et pas au

moment des élections, ce n'est pas l'élaboration d'un programme de transition ou d'une stratégie économique qui peut renverser le rapport des forces, ni la signature d'une plateforme démocratique avec le PS qui pourrait, maintenant, freiner le but stratégique de classe que s'est donné la bourgeoisie portugaise et européenne.

Toutes ces questions ne vont retrouver de l'importance que si la bataille actuelle est gagnée, et les idées ne passeront dans les faits, le bloc de classe ne se nouera sur une base élargie, que si la bataille actuelle est gagnée et à travers la lutte elle-même.

quel armistice ?

Comme la bataille est militaire, le problème important est — qu'on le veuille ou non — un problème de poste de commandement. La déliquescence du COPCON et d'Otelio ont mis soudain en avant une réalité négligée : malgré sa vigueur, le mouvement des conseils ouvriers et des comités de moradores n'a pas eu, pendant toute sa phase de montée, d'autre centre de coordination légitime et articulé que les instances militaires du MFA de gauche.

Appuyé sur les casernes et le 5^e bureau, le mouvement populaire est resté sans organe national central ; sur le plan politique, cette amputation du MFA, la chute de Gonçalves, la fin du 5^e bureau, peuvent être compensées en partie par le FUR et par la rapide reconstitution d'un mouvement de soldats lié aux masses et en outre dégagé de l'appareil d'Etat bourgeois. Le capital accumulé par la gauche du MFA à partir du 5^e bureau n'est donc pas perdu. Mais l'organisation militaire ? La question déterminante, dans la conjoncture, c'est de savoir si, sur le plan militaire les SUV seront capa-

bles assez rapidement de rallier et d'organiser une partie des officiers et de prendre par là le contrôle opérationnel, l'héritage des fameux réseaux de communication du MFA (ou ce qu'il en reste) ou d'y substituer un réseau suffisamment solide de sous-officiers. La question, c'est le contrôle matériel des armes et des stocks, celui des télécommunications, bientôt peut-être celui de l'intendance militaire, puisqu'il faut que les soldats mangent. Bref, les SUV seront-ils capables de ne laisser aux groupes d'Intervention formés par le gouvernement que quelques unités fascistes d'élite isolées et des officiers sans troupe, de manière à imposer l'armistice ?

Dans ce combat sournois et incessant pour accumuler des forces militaires, le gouvernement a déjà remporté quelques succès, comme la dissolution d'un régiment de Porto ; et la valse des mutations, qui tend à briser les réseaux révolutionnaires dans l'armée, va continuer. La gauche a cependant su riposter avec l'arme dont elle dispose pour l'instant ; la mobilisation de masse, l'appui des soldats. La droite et le PS dénoncent « l'insurrection », mais c'est parce que eux préparent la répression. La répression n'aura pas lieu seulement si la force militaire de la gauche est suffisante pour faire visiter l'armée. La marine, dont les officiers ont tourné à droite mais dont la troupe est à gauche, reste en attenté. Si le peuple et les soldats parviennent à maintenir et coordonner les structures unitaires, on verra le gouvernement faire des concessions et le PS perdre des troupes. Le corps expéditionnaire d'Angola (30 000 hommes la plupart fascistes, plus forts que toute l'armée métropolitaine) doit rentrer vers la mi-novembre : cette perspective peut diviser de nouveau la droite. La phase militaire n'est donc pas prête de finir, elle pourra conduire à d'autres retournements mais pas sans luttes.

Alain JOXE ■

Portugal - Espagne - Italie - France

Meeting à la Mutualité le 17 octobre
à 20 H 30

« Face à la crise,
quelle alternative ? »

DEBAT avec

ROSSANA ROSSANDA (Directrice du Manifesto)
CHARLES PIAGET (Secrétaire national du PSU)
MICHEL MOUSEL (Secrétaire national du PSU)

Irlande : le Vietnam des Anglais

L'Irlande connaît de nouveau le bruit des bombes. Une série d'attentats a fait une douzaine de victimes ces derniers jours parmi la population catholique. « L'Ulster Volunteer Force », la plus ultra des organisations protestantes d'Irlande du Nord, qui a revendiqué la plupart de ces attentats, vient d'ailleurs d'être interdite sur ordre du gouvernement britannique. Dustin Ray, qui a séjourné récemment en Irlande du Nord, rend compte du climat politique qui y règne.

◆ Nous avons trouvé en Irlande du Nord une situation de guerre civile larvée, assez différente de celle décrite alors dans la presse. Certes, dans le centre de Belfast, on n'est plus surpris par des explosions inattendues, et on n'est plus réveillé par les rafales d'armes automatiques dans les ghettos catholiques. Mais le centre des villes reste à moitié dévasté. Belfast et Derry ressemblent toujours à Alger des années soixante. Barbelés, blindés, patrouilles militaires, fouilles... voilà le quotidien des habitants de ces villes.

Le fait le plus marquant de ces dernières années, et qui a permis d'en arriver à cette « pause » — toute relative on le verra — c'est précisément l'échec de cette solution dite « modérée ». Les chances d'une solution « en douceur » par ce biais se sont évanouies. En gros, le projet était d'arriver à réintégrer la communauté catholique opprimée dans le consensus « ulstérien », par des réformes de structure menées par un gouvernement de coalition. En fait, les groupes « ultras » protestants ont réduit ce projet à l'état de fumée... En même temps, même si l'IRA « provisoire » a pu connaître des difficultés du fait de tendances militaristes de son activité, elle n'a pu être défaite par les troupes britanniques.

C'est de la combinaison de ces phénomènes que procèdent les négociations IRA « provisoire » — Anglais, et la « trêve » présente. Dans ce conflit, rien pourtant n'aura été épargné. Un corps expéditionnaire qui a atteint 18.000 hommes ; l'instauration de camps de concentration où quiconque pouvait être interné sans procès pour une durée indéterminée ; l'utilisation de la torture ; une répression parfois sauvage dans les ghettos catholiques ; la résurgence ou l'instauration d'un arsenal législatif érigeant l'arbitraire en règle, l'extension des lois répressives à la Grande-Bretagne... Même si elle a pu être atteinte par cet acharnement, et si sa campagne « de bombes » a pu lui aliéner une part du soutien populaire dont elle dispose, l'IRA « provisoire » n'a pu être mise hors de combat.

Impressionnante

Nous ne négligeons pas les erreurs ou même les défauts de cette organisation — et en premier lieu l'accent qu'elle met sur l'activité purement militaire au détriment d'une stratégie politique équilibrée — mais il n'en reste pas moins que son influence dans les ghettos catholiques reste impressionnante. Elle est réellement l'« organisation historique » de la lutte, à l'image de ce qu'a pu être par exemple le FLN algérien lors de la guerre révolutionnaire d'indépendance.

Un certain nombre de combattants de l'IRA « provisoire » que nous avons pu rencontrer sont conscients de ces carences. On peut même dire que des efforts sont entrepris pour les pallier. C'est ainsi que la mise sur pied d'« incidents centers » paritaires entre les combattants « provisoires » et l'armée britannique, dans les quartiers catholiques, a poussé le mouvement nationaliste républicain à

prendre en charge des problèmes qu'il avait eu tendance à négliger. Des habitants du quartier venaient se plaindre qui de problèmes de logement, qui de l'assassinat de son chat par une bande de jeunes, qui de problèmes de voisinage... Il a bien fallu que les militants nationalistes reprennent ces problèmes en main...

Par ailleurs, le responsable du « Sinn Féin » (l'aile politique du mouvement républicain) provisoire de Belfast, m'a affirmé que tout un travail était entamé dans ce sens : organisation des « coopératives » (s'il rapprochant de ce que, en France, on appelle les « circuits courts »), comités de ménagères, etc. Par ailleurs il semblerait que des formes d'organisation « parallèle » des communautés catholiques soient en préparation, pouvant aller jusqu'à l'instauration de cours de justice et d'une police.

Pour qu'une telle réorientation prenne véritablement tout son sens il faudrait — outre une restructuration importante des différentes tendances au sein de l'« Armée » républicaine « provisoire » — qu'une mobilisation de la population des ghettos vienne lui donner vie et permettre son propre dépassement.

Ce n'est pas en effet à une organisation de prendre en mains la vie des ghettos, y compris les tâches d'autodéfense et de répression du banditisme, mais à l'ensemble de la population catholique et nationaliste. Cet « auto-gouvernement » des quartiers populaires catholiques a d'ailleurs fait ses preuves lors des « no go areas » où ces quartiers étaient « libérés » à l'image des entreprises ou des facultés de mai 1968 en France...

Forcenée

Le fait que le gouvernement britannique ait été contraint de négocier avec l'IRA « provisoire » — même s'il a pu tenter de profiter des difficultés de la « campagne de bombes » — n'en reste pas moins très significatif de la place de cette organisation. Rien ne peut être fait sans l'assentiment ou la participation des combattants « provisoires ».

Mais ces pourparlers démontrent également que l'idée d'un retrait des troupes britanniques d'Irlande du Nord se développe dans des cercles dominants de Londres. Les Anglais sont en effet placés dans la situation des Américains au Vietnam. Ils ne peuvent être battus ils ne peuvent espérer gagner. Or la position internationale et intérieure de Londres s'est beaucoup détériorée. Sans compter que d'un simple point de vue financier, cette guerre coûte cher, très cher, pour un pays aussi malade...

Il y a enfin la communauté protestante. L'hypothèse d'un retrait des troupes la frappe de stupeur. Elle se perd dans un assentiment important à des bandes fascistes « loyalistes ». Leurs exactions absurdes se multiplient. L'« Ulster Volunteer Force » y tient une sinistre place de premier plan. Tuer des passants au hasard, dans les rues des quartiers catholiques, assassiner un



jeune protestant qui est fiancé à une catholique, ou mettre au mur des musiciens d'un groupe de folk irlandais et les abattre à la mitrailleuse... autant de ces « sectarian murders » qui ne traduisent rien de plus que le désespoir forcené d'une communauté historiquement condamnée dans ses privilèges et sa domination, et qui se raccroche à un racisme anticatholique insensé.

Tous s'accordent à le dire, les risques d'un « backlash » loyaliste se développent. Ne pourrait-on assister bientôt à la réédition des terribles pogroms d'août 1969 ? Les responsables militaires « provisoires » à qui nous avons posé la question affirment qu'ils y sont prêts, que leurs effectifs se sont grossis — particulièrement ces derniers mois — et que leur armement s'est quantitativement et qualitativement amélioré laissant un peu les vieilles « Thompson » au rencart. Nombre d'entre eux mettent également leurs espoirs dans une intervention de l'armée du Sud, qui permettrait d'aboutir à une réunification du pays.

Indispensable

Dans tous les cas, c'est dans l'option d'une perspective socialiste que le mouvement républicain peut trouver une issue : il ne peut compter ni sur la bonne volonté des travaillistes, qui ont prouvé mille fois qu'ils étaient en accord avec les conservateurs sur le

fond de la question irlandaise, ni sur le gouvernement du Sud dont les intérêts ne sont pas concordants avec la population catholique opprimée du Nord. Bon gré, mal gré, le seul projet réalisable est celui d'une Irlande fédérée, réunifiée, indépendante, et socialiste.

Nous avons rencontré des militants qui, comme Martin Mac Guinness, le responsable de la « Brigade de Derry » de l'IRA « provisoire », sont conscients de cela. C'est sur eux, en liaison avec des forces comme l'IRSP et People's Democrat, que repose l'avenir de l'île.

Comme on le voit la situation présente reste très incertaine. L'Irlande du Nord connaît un grand « vide politique », pour reprendre l'expression d'un membre de l'« Exécutif » provisoire » de Belfast. Tout y est en suspens.

Quel que soit l'avenir dont ce présent instable peut accoucher, il nécessitera une aide multiforme accrue des militants révolutionnaires européens. Ce soutien à la résistance républicaine socialiste — et plus particulièrement à l'IRA « provisoire » — est indispensable. Blessure dans le flanc de l'impérialisme anglais, la guerre civile irlandaise est partie intégrante de la révolution européenne et mondiale. Et son relatif éloignement géographique, ainsi que les difficultés qu'on peut rencontrer dans la compréhension d'un processus aussi complexe que cette crise, ne doivent plus nous empêcher d'être aux côtés des combattants irlandais.

Dustin RAY ■

Deux films apparemment très différents, **Rollerball** de Norman Jewison et **Phase IV** de Saul Bass, témoignent et de l'état de crise que nous traversons, et de l'angoisse de l'homme devant le futur. **Rollerball** est un film de science-fiction, situé dans les années 2020 : le monde est parvenu à un état de paix fonctionnalisée, où chacun a sa place, où tout est régi par des cadres et des ordinateurs. La seule manifestation de violence est le rollerball, sport hyper-violent mêlant football américain, polo à moto, combats, où les morts de joueurs sont choses courantes, et qui permet le dévouement des masses.

Face à l'étouffement de cette société où personne ne peut décider pour soi-même, où chacun doit être un rouage de la machine universelle, un homme se détache, le héros du rollerball, qui, après dix ans de victoires, est prié de se retirer. Il refuse, menant un combat désespéré pour suivre sa volonté, échapper à l'engrenage, ne pas redevenir un numéro comme les autres, lui qui avait accédé au vedettariat. On retrouve là les thèmes chers au cinéma américain : héroïsme, individualisme forcené, goût de l'action gratuite comme démonstration de la virilité du héros.

Phase IV, qui s'apparente lointainement aux « films catastrophes » pose le problème à l'inverse de **Rollerball**. Les fourmis attaquent les humains, et deux savants s'enferment dans un centre de recherches pour trouver les moyens de les combattre. Mais ici, contrairement à **Rollerball**, l'individualisme des deux chercheurs — encombrés au passage

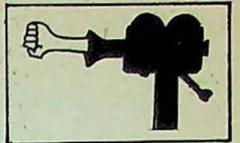
Des fourmis et des hommes



de la nymphe de service — ne résiste pas à la sur-organisation des fourmis, au fait que les individus-fourmis n'existent pas, chacun n'étant que le maillon d'un ensemble plus complexe.

On voit bien, au niveau humain, les implications d'un tel postulat. Il s'agit, une fois de plus, de promouvoir un ordre fasciste, fanatique, où la vie n'a aucune importance, où tout est régi par une

cinéma



« reine » (signalons au passage l'épouvantable misogynie de **Phase IV** tout comme celle de **Rollerball**) qui commande une obéissance aveugle. Quel est le but de ces fourmis ? Personne n'en sait rien, ni elles, ni les humains qui les combattent ou se laissent dominer par elles. L'essentiel n'est pas dans le but recherché, tout est dans la soumission.

Soumission dans **Phase IV**, révolte dans **Rollerball**. Les deux pôles d'une même réalité, deux réactions opposées face au danger de l'uniformisation. Est-ce à dire que **Rollerball** soit un film révolutionnaire ? Incontestablement non. Pas plus que les films d'Aldrich, de Stanley Kubrick, et, d'une manière générale, les films qui exaltent la violence gratuite, la violence pour la violence. Car l'individualisme du héros de **Rollerball** ne débouche sur rien d'autre que sur l'auto-satisfaction, sans aucune ouverture sur le monde extérieur, sans aucune tentative pour transformer quoi que ce soit.

Entre la fusion écologique des fourmis et des humains pacifiques et soumis et le refus anarchique et désespéré du joueur, la distance est bien mince qui concourt finalement au renforcement d'une même idéologie : l'idéologie fasciste.

Stéphane SOREL

Théâtre

Imprésario ou secrétaire d'Etat ?

La représentation que propose André Steiger de *L'Imprésario de Smyrne* (une pièce de Goldoni inconnue en France, jusqu'au jour où Visconti l'a fait connaître au Théâtre des Nations) est une réflexion sur la condition du comédien dans le théâtre actuel.

Sur scène comédiens et surtout comédiennes s'entredéchirent. Toutes veulent être la **prima donna**. Par orgueil sans doute : chanteuses d'Opéra, elles estiment toutes être la grande voix du siècle. Mais aussi pour des raisons d'argent. Goldoni, soutenu vigoureusement dans ce sens par la réalisation scénique, lance sur le plateau un monde qui a faim. Et cette vision qu'il en donne, cruelle et drôle quand les comédiens n'étaient qu'une petite fraction en marge de la société, est beaucoup plus poignante aujourd'hui, où toute une profession se trouve prise à la gorge par ses moyens d'existence.

L'Imprésario de Smyrne, revu par André Steiger, est un étranger distingué, homme d'affaire certes, mais ne connaissant rien aux conditions d'exercice du théâtre. Il pense seulement qu'une saison d'opéra serait bien venue dans son pays. Il a de l'argent, enfin... celui de son gouvernement. Il en donne un avant-goût sous forme d'une assiette de pâtisseries enrobées de farine de sucre dont les comédiens, affamés, s'empiffrent. Maurice Druon parlait d'une sébile que le théâtre subventionné (c'est-à-dire pratiquement tout le théâtre français actuel) n'aurait cessé de tendre à l'Etat-Mécène. L'assiette de pâtisserie est une image plus jolie et qui correspond mieux aux méthodes de l'actuel secrétaire d'Etat à la Culture.

Lui aussi veut donner à son pays, et au delà de son pays, des grandes fêtes et reconnaitrons qu'il y réussit. Déjà, les grands spectacles du TNP (*Tartuffe*, *Lear*, *La Dispute*) ont repris la route, tandis qu'à Paris-même on accueille la grande manifestation du style Strehler (magnifique décor, mise au point subtile des éclairages, jeu extraordinaire fait de naturel débridé et de brusque retenue) qu'est *Il Campiello* de Goldoni proposé par le Festival d'Automne.

Il n'empêche que la façon dont Michel Guy a débouché en étranger dans le domaine du théâtre décentralisé donne d'inquiétants résultats. Gildas Bourdet, animateur de « *la Salamandre* », qui est un des pions arbitrairement déplacés sur l'échiquier gouvernemental, le faisait remarquer à une récente conférence de presse : sa troupe, née au Havre et qui, travaillant en accord étroit avec la Maison de la Culture, avait trouvé un équilibre fécond entre création et animation dans un milieu qui était réellement le sien, est brusquement envoyée à Tourcoing, et cela pour trois ans, quand il faudrait dix ans pour un travail de réimplantation. Cette situation, préjudiciable pour l'animateur coupé de ses racines, l'est également pour les comédiens privés de ce qui donnait un sens à leur travail. Plutôt que de se laisser balloter (et perdre de vue) d'un centre de province à un autre, ils se regroupent sur Paris, où plus que jamais est le vrai marché de l'emploi. C'est-à-dire qu'à une décentralisation réelle, proposant aux provinces même reculées un travail émanant d'elles et de leurs problèmes, se substitue une décentralisation tape-à-l'œil, qui réinstitue une manière de vedettariat ; le gouvernement en est l'impresario supérieur, aux yeux de qui il n'est plus d'actrice française qui ne souhaite être la **prima donna**.

Cette situation, André Steiger l'observe avec d'autant plus de perspicacité et de liberté d'esprit que, travaillant en Suisse dans des conditions dont nous aurons l'occasion de reparler, il se tient résolument à l'écart du système. Il l'observe au moyen d'un travail qui apporte au spectateur, selon le plus exact souhait de Brecht, signification et plaisir du théâtre.

Dominique Nores ■

cinéma 75

SPECIAL RENTREE
Numéro double

LE CINEMA PORNO
de l'explosion
à la récupération

CINEMA INDIEN
une nouvelle vague

CARLOS SAURA
un dossier-auteur

LA CHIENNE
le film du mois

ANGELOPOULOS
TECHINE,
BEN BARKA
trois entretiens...

... et l'analyse de
plus de quarante films

EN VENTE PARTOUT

Affaire Charette

celui par qui le scandale arrive

● La vie d'un ouvrier vaut-elle moins que la liberté d'un cadre ? Voilà la question qu'a posée le juge Charette. Avec les membres du syndicat de la magistrature, avec certains inspecteurs du travail, il mène un combat contre une justice de classe, une justice au service de la bourgeoisie. Il a suffi de l'inculpation d'un P-DG pour que tous les apprentis-fascistes (comme Foyer), tous les amoureux de la hiérarchie sans risques ni responsabilités se mettent à hurler au scandale. Et, suprême dérision, les encenseurs de la fermeté voudraient que la détention provisoire s'arrête de fonctionner quand elle peut faire s'ouvrir les portes des bureaux directoriaux.

L'impudeur des bourgeois a atteint ses limites.

Au 1er février 1975, il y avait 27 551 personnes dans les prisons françaises, 13 986 d'entre elles, soit près de 51 %, attendent d'être jugées définitivement. Chapron, directeur des HGD (Huiles, goudrons, dérivés) de Vendin (Pas-de-Calais) ce responsable de la mort d'un ouvrier, a été un de ces détenus provisoires. Dans son usine comme dans tant d'autres, dépendante des Houillères, il y a eu onze accidents du travail, neuf personnes brûlées, trois morts depuis le 30 août 1970. Monsieur Chapron n'a été maintenu en prison que cinq jours. Une effarante coalition d'hypocrites, à commencer par le ministre de la Justice Lecanuet, l'en a fait sortir très vite.

Dans le même temps, comme tant d'autres, Yannick Juhel, en prison depuis le 7 mars 1972 pour « vol qualifié », n'a toujours pas été jugé. Il a déjà fait trente jours de grève de la faim. Trois ans de préventive !

C'est pour cela que l'acte du juge Charette au-delà de son aspect d'intégrité absolue, de courage, de respect des lois en vigueur, est un acte révolutionnaire. Il a mis toute une institution en cause. Il a révélé que l'impunité est garantie pour certains au nom de la fatalité (les P-DG et cadres) et que la fatalité de la punition est systématique pour d'autres au nom d'une « justice » de classe.

Cette impunité pour les bourgeois doit cesser. Un communiqué de l'Union nationale des ingénieurs et cadres CFTD de la métallurgie le précise bien : « A

Usinor-Dunkerque, 73 travailleurs sont morts par accident depuis 1972. C'est à partir de tels exemples que l'on peut apprécier la nécessité de sanctionner les manquements à la sécurité... Lorsque les salaires, fussent-ils cadres, refusent d'assurer la production parce que les conditions de sécurité sont insuffisantes ils sont victimes de sanctions patronales, pouvant aller jusqu'au licenciement... La classe des P-DG dispose de moyens puissants pour défendre ses propres intérêts... Ils doivent assumer les conséquences de leur pouvoir, conclut ce communiqué.

En effet, le pouvoir de faire des hommes des outils de production, de les asservir aux machines ne doit plus avoir comme seule contrepartie le droit de distribuer salaires, primes et avantages sociaux. Tous les cadres qui, à travers Chapron, se sont sentis menacés, se sont dévoilés : ils veulent du pouvoir l'honorabilité et les avantages financiers qui en découlent. Ils voudraient par contre que la responsabilité de fait qu'ils assument soit sans risque judi-

ciaire, sans contrainte. Les grands discours sur la société libérale opposée au collectivisme où « personne n'est responsable » s'effondrent.

Rappelons alors quelques vérités statistiques qui valent bien celles sur les accidents de la route dont nous devrions imposer la publication aux pouvoirs publics : en 1973 1 140 000 accidents du travail dont 2 242 mortels pour 13,5 millions de salariés. Ajoutons-y, 1 629 morts par accidents de trajet.

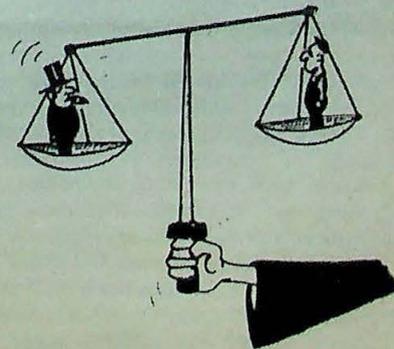
Et il n'y aurait pas de responsables ? Le slogan qui après la catastrophe de Liévin fleurissait sur les murs du Nord reste toujours aussi vrai : « Houillères assassins ». Celui « par qui le scandale est arrivé », le juge Charette, après le juge Pascal, après le juge Dujardin, risque la répression. Que Lecanuet et ses valets osent ! Ils comprendront alors ce qu'est « la très grande colère populaire » à laquelle ils ont fait allusion pour justifier la condamnation à mort d'un jeune de 17 ans.

Yves SPARFEL ■



PSU documentation

LE SYNDICAT DE LA



MAGISTRATURE

n° 96 / 97 septembre 1975 en vente à Syros. Prix : 4 F